



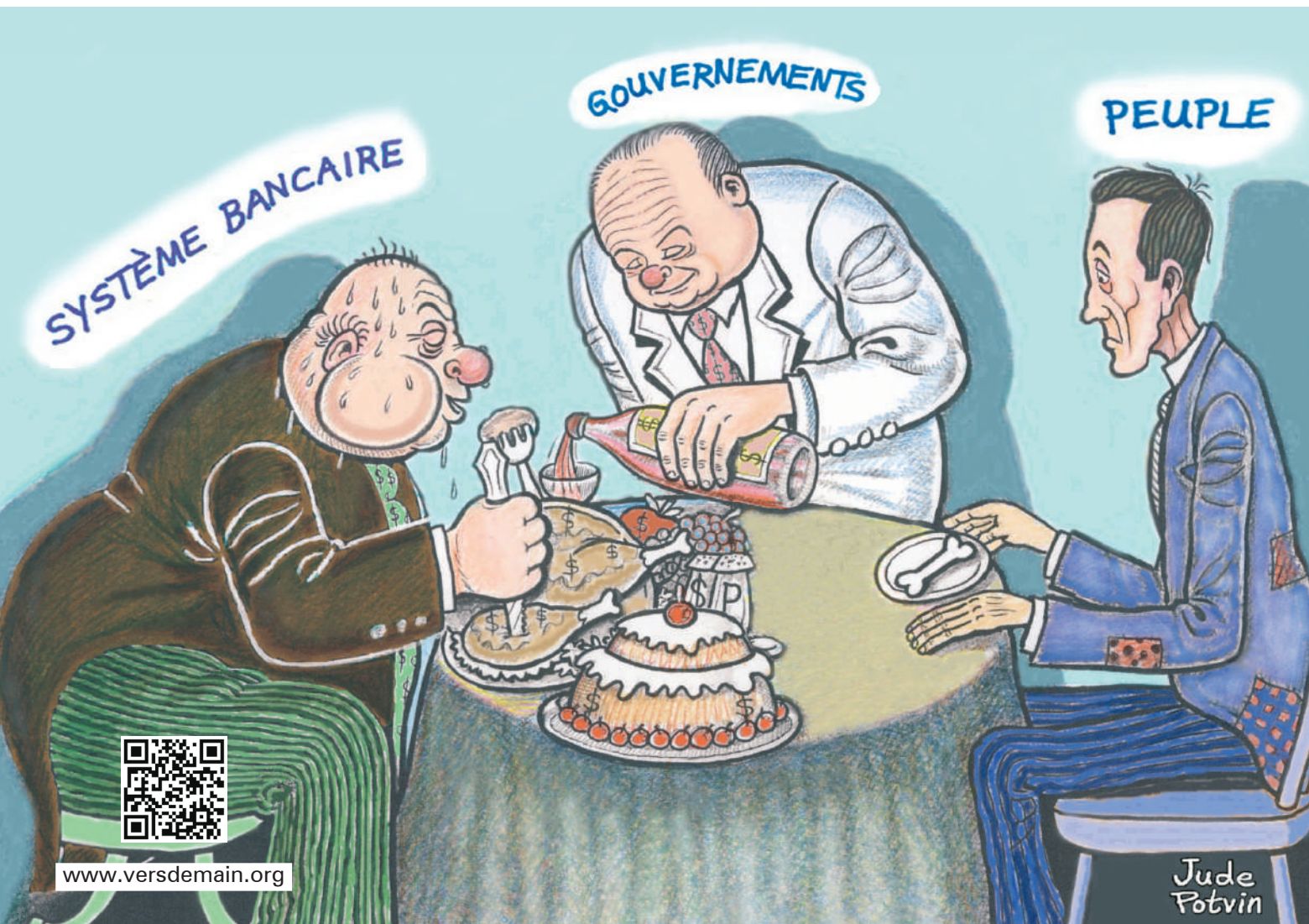
VERS DEMAIN

PUBLIÉ PAR L'INSTITUT LOUIS EVEN
POUR LA JUSTICE SOCIALE

Édition gratuite à diffuser autour de vous

Qui sont les vrais Maîtres du Monde?

Découvrez-les dans ce numéro spécial



Édition gratuite en français

Edition spéciale gratuite
Publié par l'Institut Louis Even
pour la Justice Sociale

Tarifs pour l'abonnement

Canada et États-Unis, 4 ans.....	20,00\$
2 ans.....	10,00\$
autres pays: surface, 4 ans.....	60,00\$
2 ans.....	30,00\$
avion 1 an.....	20,00\$

Bureau et adresse postale

Maison Saint-Michel, 1101, rue Principale
Rougemont, QC, Canada – J0L 1M0
Tél: Rougemont (450) 469-2209
Tél. région de Montréal (514) 856-5714

Site internet: www.versdemain.org
e-mail: info@versdemain.org

Imprimé au Canada
POSTE-PUBLICATION CONVENTION No. 40063742
Dépôt légal – Bibliothèque Nationale du Québec

Directrice: Thérèse Tardif
Rédacteur: Alain Pilote
Photos et caricatures: Jude Potvin

Tarifs et adresses pour l'Europe **Attention, nouveaux tarifs!**

Prix: Surface, 1 an 10 euros. — 2 ans 20 euros
4 ans 40 euros
Avion, 1 an 15 euros - 4 ans 60 euros

France et Belgique: Ceux qui désirent s'abonner ou se réabonner à la revue Vers Demain doivent libeller leur chèque au nom de Pèlerins de saint Michel et faire le virement en France au C.C.P. Nantes 4 848 09 A et donner leurs coordonnées par Tél/Fax au 03.88.94.32.34, ou par la poste à:

Pèlerins de saint Michel
5 de la Forêt, 67160 Salmbach, France

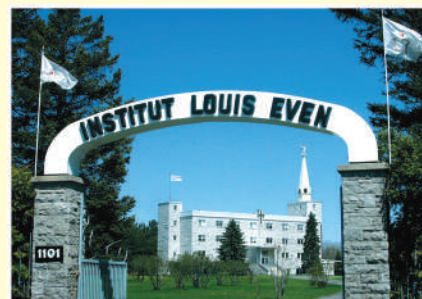
Pour rejoindre Christian Burgaud,
notre Pèlerin de saint Michel en Europe:
cburgaud1959@gmail.com
47 rue des Sensives
44340 Bouguenais, France
Téléphone fixe: 02 40 32 06 13
Portable: 06 81 74 36 49



Louis Even
Fondateur

Cette brochure que vous tenez en main est une édition spéciale gratuite de Vers Demain, un périodique d'inspiration catholique fondé en 1939 au Canada par Louis Even (1885-1974) pour faire connaître les propositions financières de l'ingénieur écossais Clifford Hugh Douglas (1879-1952), connues sous le nom de *démocratie*

économique ou *crédit social*, qui mettraient fin à l'endettement perpétuel des pays, et donneraient à chaque citoyen un pouvoir d'achat suffisant pour satisfaire au moins les besoins essentiels. Pour obtenir l'application de ces propositions, il faut l'éducation de la population. Depuis 1962, le siège social de Vers Demain est à Rougemont, et est appelé, depuis 1992, l'Institut Louis Even pour la Justice Sociale.



Pour ceux qui ne sont pas abonnés, nous vous invitons fortement à le faire, pour recevoir notre magazine régulièrement. (*Voir les tarifs à gauche.*) Vous pouvez aussi trouver sur notre site internet les archives des anciens numéros ainsi que des causeries vidéo et audio de nos fondateurs et des participants à nos sessions d'étude.



www.versdemain.org

Visitez notre site Web

Pour ceux d'entre vous qui ont accès à l'internet, nous vous encourageons fortement à visiter notre site Web, qui donne une multitude de renseignements sur notre oeuvre. Vous pouvez même payer votre abonnement et faire vos dons en ligne par PayPal ou carte de crédit. C'est un moyen facile et sécuritaire pour renouveler votre abonnement.



Le système d'argent-dette

Expliqué par la fable de l'Île des Naufragés

par Louis Even

Pensons en richesses réelles. Il y a de la nourriture sur la terre pour nourrir deux fois l'humanité. Pourtant un milliard de personnes n'ont pas de quoi se nourrir. «L'Île des Naufragés» fut l'un des premiers écrits de Louis Even, et demeure l'un des plus populaires pour faire comprendre que les banques ont le pouvoir de créer l'argent basé sur les richesses réelles créées par Dieu pour tous et chacun, et elles, les banques, nous le prêtent chargé d'intérêts. Ainsi elles s'emparent de toutes les richesses. Voilà la cause première de la pauvreté.

1. Sauvés du naufrage

Une explosion a détruit leur bateau. Chacun s'agrippait aux premières pièces flottantes qui lui tombaient sous la main. Cinq ont fini par se trouver réunis sur cette épave, que les flots emportent à leur gré. Des autres compagnons de naufrage, aucune nouvelle.

Depuis des heures, de longues heures, ils scrutent l'horizon: quel navire en voyage les apercevrait-il? Leur radeau de fortune échouerait-il sur quelque rivage hospitalier?



Tout à coup, un cri a retenti: Terre! Terre là-bas, voyez! Justement dans la direction où nous poussent les vagues!

Et à mesure que se dessine, en effet, la ligne d'un rivage, les figures s'épanouissent. Ils sont cinq:

François, le grand et vigoureux charpentier qui a le premier lancé le cri: Terre!

Paul, cultivateur; c'est lui que vous voyez en avant, à gauche, à genoux, une main à terre, l'autre accrochée au piquet de l'épave;

Jacques, spécialisé dans l'élevage des animaux: c'est l'homme au pantalon rayé qui, les genoux à terre, regarde dans la direction indiquée;

Henri, l'agronome horticulteur, un peu corpulent, assis sur une valise échappée au naufrage;

Thomas, le prospecteur minéralogiste, c'est le gaillard qui se tient debout en arrière, avec une main sur l'épaule du charpentier.

2. Une île providentielle

Remettre les pieds sur une terre ferme, c'est pour nos hommes un retour à la vie.

Une fois séchés, réchauffés, leur premier empressement est de faire connaissance avec cette île où ils sont jetés loin de la civilisation. Cette île qu'ils baptisent l'Île des Naufragés.

Une rapide tournée comble leurs espoirs. L'île n'est pas un désert aride. Ils sont bien les seuls hommes à l'habiter actuellement. Mais d'autres ont dû y vivre avant eux, s'il faut en juger par les restes de troupeaux demi-sauvages qu'ils ont rencontrés ici et là. Jacques,



l'éleveur, affirme qu'il pourra les améliorer et en tirer un bon rendement.

Quant au sol de l'île, Paul le trouve en grande partie fort propice à la culture.

Henri y a découvert des arbres fruitiers, dont il espère pouvoir tirer grand profit.

François y a remarqué surtout les belles étendues forestières, riches en bois de toutes sortes: ce sera un jeu d'abattre des arbres et de construire des abris pour la petite colonie.

Quant à Thomas, le prospecteur, ce qui l'a intéressé, c'est la partie la plus rocheuse de l'île. Il y a noté plusieurs signes indiquant un sous-sol richement minéralisé. Malgré l'absence d'outils perfectionnés, Thomas se croit assez d'initiative et de débrouillardise pour transformer le minerai en métaux utiles.

Chacun va donc pouvoir se livrer à ses occupations favorites pour le bien de tous. Tous sont unanimes à louer la Providence du dénouement relativement heureux d'une grande tragédie. ▶

3. Les véritables richesses

Et voilà nos hommes à l'ouvrage. Les maisons et des meubles sortent du travail du charpentier. Les premiers temps, on s'est contenté de nourriture primitive. Mais bientôt les champs produisent et le laboureur a des récoltes.

A mesure que les saisons succèdent aux saisons, le patrimoine de l'île s'enrichit. Il s'enrichit, non pas d'or ou de papier gravé, mais des véritables richesses: des choses qui nourrissent, qui habillent, qui logent, qui répondent à des besoins.

La vie n'est pas toujours aussi douce qu'ils souhaiteraient. Il leur manque bien des choses auxquelles ils étaient habitués dans la civilisation. Mais leur sort pourrait être beaucoup plus triste.



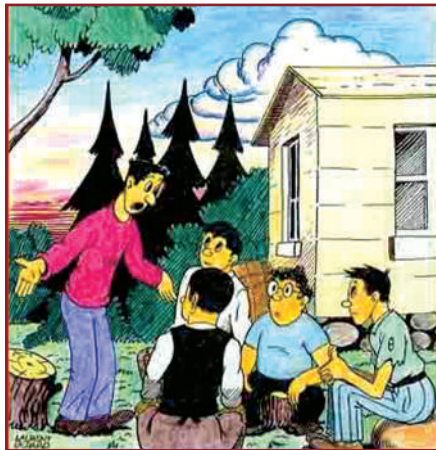
D'ailleurs, ils ont déjà connu des temps de crise au Canada. Ils se rappellent les privations subies, alors que des magasins étaient trop pleins à dix pas de leur porte. Au moins, dans l'île des Naufragés, personne ne les condamne à voir pourrir sous leurs yeux des choses dont ils ont besoin. Puis les taxes sont inconnues. Les ventes par le shérif ne sont pas à craindre.

Si le travail est dur parfois, au moins on a le droit de jouir des fruits du travail.

Somme toute, on exploite l'île en bénissant Dieu, espérant qu'un jour on pourra retrouver les parents et les amis, avec deux grands biens conservés: la vie et la santé.

4. Un inconvénient majeur

Nos hommes se réunissent souvent pour causer de leurs affaires.



Dans le système économique très simplifié qu'ils pratiquent, une chose les taquine de plus en plus: ils n'ont aucune espèce de monnaie. Le troc, l'échange direct de produits contre produits, a ses inconvénients. Les produits à échanger ne sont pas toujours en face l'un de l'autre en même temps. Ainsi, du bois livré au cultivateur en hiver ne pourra être remboursé en légumes que dans six mois.

Parfois aussi, c'est un gros article livré d'un coup par un des hommes, et il voudrait en retour différentes petites choses produites par plusieurs des autres hommes, à des époques différentes.

Tout cela complique les affaires. S'il y avait de l'argent dans la circulation, chacun vendrait ses produits aux autres pour de l'argent. Avec l'argent reçu, il achèterait des autres les choses qu'il veut, quand il les veut et qu'elles sont là.

Tous s'entendent pour reconnaître la commodité que serait un système d'argent. Mais aucun d'eux ne sait comment en établir un. Ils ont appris à produire la vraie richesse, les choses. Mais ils ne savent pas faire les signes, l'argent.

Ils ignorent comment l'argent commence, et comment le faire commencer quand il n'y en a pas et qu'on décide ensemble d'en

avoir... Bien des hommes instruits seraient sans doute aussi embarrassés; tous nos gouvernements l'ont bien été pendant dix années avant la guerre. Seul, l'argent manquait au pays, et le gouvernement restait paralysé devant ce problème.

5. Arrivée d'un réfugié

Un soir que nos hommes, assis sur le rivage, ressassent ce problème pour la centième fois, ils voient soudain approcher une chaloupe avironnée par un seul homme.



On s'empresse d'aider le nouveau naufragé. On lui offre les premiers soins et on cause. On apprend qu'il a lui aussi échappé à un naufrage, dont il est le seul survivant. Son nom: Martin.

Heureux d'avoir un compagnon de plus, nos cinq hommes l'accueillent avec chaleur et lui font visiter la colonie.

— «Quoique perdus loin du reste du monde, lui disent-ils, nous ne sommes pas trop à plaindre. La terre rend bien; la forêt aussi. Une seule chose nous manque: nous n'avons pas de monnaie pour faciliter les échanges de nos produits.»

— «Bénissez le hasard qui m'amène ici! répond Martin. L'argent n'a pas de mystère pour moi. Je suis un banquier, et je puis vous installer en peu de temps un système monétaire qui vous donnera satisfaction. Un banquier!... Un banquier!... Un ange venu tout

droit du ciel n'aurait pas inspiré plus de révérence. N'est-on pas habitué, en pays civilisé, à s'incliner devant les banquiers, qui contrôlent les pulsations de la finance ?

6. Le dieu de la civilisation

— «Monsieur Martin, puisque vous êtes banquier, vous ne travaillerez pas dans l'île. Vous allez seulement vous occuper de notre argent.»

— «Je m'en acquitterai avec la satisfaction, comme tout banquier, de forger la prospérité commune.»

—«Monsieur Martin, on vous bâtira une demeure digne de vous. En attendant, peut-on vous installer dans l'édifice qui sert à nos réunions publiques?»

— «Très bien, mes amis. Mais commençons par décharger les effets de la chaloupe que j'ai pu sauver dans le naufrage: une petite presse, du papier et accessoires,



et surtout un petit baril que vous traiterez avec grand soin.»

On décharge le tout. Le petit baril intrigue la curiosité de nos braves gens.

— «Ce baril, déclare Martin, c'est un trésor sans pareil. Il est plein d'or!»

Plein d'or! Cinq âmes faillirent s'échapper de cinq corps. Le dieu de la civilisation entré dans l'île des Naufragés. Le dieu jaune, toujours caché, mais puissant, terrible, dont la présence, l'absence ou les moindres caprices peuvent décider de la vie de 100 nations!

— «De l'or! Monsieur Martin, vrai grand banquier! Recevez nos hommages et nos serments de fidélité.»

— «De l'or pour tout un continent, mes amis. Mais ce n'est pas de l'or qui va circuler. Il faut cacher l'or: l'or est l'âme de tout argent sain. L'âme doit rester invisible. Je vous expliquerai tout cela en vous passant de l'argent.»

7. Un enterrement sans témoin

Avant de se séparer pour la nuit, Martin leur pose une dernière question:

— «Combien vous faudrait-il d'argent dans l'île pour commencer, pour que les échanges marchent bien?»

On se regarde. On consulte humblement Martin lui-même. Avec les suggestions du bienveillant banquier, on convient que 200 \$ pour chacun paraissent suffisants pour commencer. Rendez-vous fixé pour le lendemain soir.

Les hommes se retirent, échangeant entre eux des réflexions émues, se couchent tard, ne s'endorment bien que vers le matin, après avoir longtemps rêvé d'or les yeux ouverts.

Martin, lui, ne perd pas de temps. Il oublie sa fatigue pour ne penser qu'à son avenir de banquier. À la faveur du petit jour, il creuse un trou, y roule son baril, le couvre de terre, le dissimule sous des touffes d'herbe soigneusement placées, y transplante même un petit arbuste pour cacher toute trace.



Puis, il met en œuvre sa petite presse, pour imprimer mille billets d'un dollar. En voyant les billets sortir, tout neufs, de sa presse, il songe en lui-même:

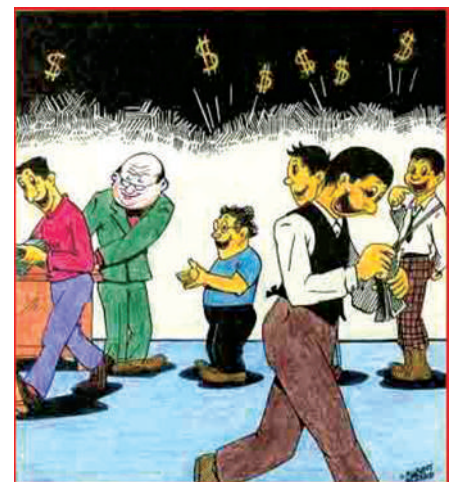
— «Comme ils sont faciles à faire, ces billets! Ils tirent leur valeur des produits qu'ils vont servir à acheter. Sans produits, les billets ne vaudraient rien. Mes cinq naïfs de clients ne pensent pas à cela. Ils croient que c'est l'or qui garantit les dollars. Je les tiens par leur ignorance!»

Le soir venu, les cinq arrivent en courant près de Martin.

8. A qui l'argent frais fait ?

Cinq piles de billets étaient là, sur la table.

— «Avant de vous distribuer cet argent, dit le banquier, il faut s'entendre.



«L'argent est basé sur l'or. L'or, placé dans la voûte de ma banque, est à moi. Donc, l'argent est à moi... Oh! ne soyez pas tristes. Je vais vous prêter cet argent, et vous l'emploierez à votre gré. En attendant, je ne vous charge que l'intérêt. Vu que l'argent est rare dans l'île, puisqu'il n'y en a pas du tout, je crois être raisonnable en demandant un petit intérêt de 8 pour cent seulement.»

— «En effet, monsieur Martin, vous êtes très généreux.»

— «Un dernier point, mes amis. Les affaires sont les affaires, même entre grands amis. Avant

► de toucher son argent, chacun de vous va signer ce document: c'est l'engagement par chacun de rembourser capital et intérêts, sous peine de confiscation par moi de ses propriétés. Oh! une simple garantie. Je ne tiens pas du tout à jamais avoir vos propriétés, je me contente d'argent. Je suis sûr que vous garderez vos biens et que vous me rendrez l'argent.»

— «C'est plein de bons sens, monsieur Martin. Nous allons redoubler d'ardeur au travail et tout rembourser.»

— «C'est cela. Et revenez me voir chaque fois que vous avez des problèmes. Le banquier est le meilleur ami de tout le monde... Maintenant, voici à chacun ses deux cents dollars.»

Et nos cinq hommes s'en vont ravis, les dollars plein les mains et plein la tête.

9. Un problème d'arithmétique

L'argent de Martin a circulé dans l'île. Les échanges se sont multipliés en se simplifiant. Tout le monde se réjouit et salue Martin avec respect et gratitude.

Cependant, le prospecteur, est inquiet. Ses produits sont encore sous terre. Il n'a plus que quelques dollars en poche. Comment rembourser le banquier à l'échéance qui vient?

Après s'être longtemps creusé la tête devant son problème individuel, Thomas l'aborde socialement:



«Considérant la population entière de l'île, songe-t-il, sommes-nous capables de tenir nos engagements? Martin a fait une somme totale de 1000\$. Il nous demande au total 1080\$. Quand même nous prendrions ensemble tout l'argent de l'île pour le lui porter, cela ferait 1000 pas 1080. Personne n'a fait les 80\$ de plus. Nous faisons des choses, pas des dollars. Martin pourra donc saisir toute l'île, parce que tous ensemble, nous ne pouvons rembourser capital et intérêts.»

«Si ceux qui sont capables remboursent pour eux-mêmes sans se soucier des autres, quelques-uns vont tomber tout de suite, quelques autres vont survivre. Mais le tour des autres viendra et le banquier saisira tout. Il vaut mieux s'unir tout de suite et régler cette affaire socialement.»

Thomas n'a pas de peine à convaincre les autres que Martin les a dupés. On s'entend pour un rendez-vous général chez le banquier.

10. Bienveillance du banquier

Martin devine leur état d'âme, mais fait bon visage. L'impulsif François présente le cas:

— «Comment pouvons-nous vous apporter 1080\$ quand il n'y a que 1000\$ dans toute l'île?»

— «C'est l'intérêt, mes bons amis. Est-ce que votre production n'a pas augmenté?»

— «Oui, mais l'argent, lui, n'a pas augmenté. Or, c'est justement de l'argent que vous réclamez, et non pas des produits. Vous seul pouvez faire de l'argent. Or vous ne faites que 1000\$ et vous demandez 1080\$. C'est impossible!»

— «Attendez, mes amis. Les banquiers s'adaptent toujours aux conditions, pour le plus grand bien du public... Je ne vais vous demander que l'intérêt. Rien que 80\$. Vous continuerez de garder le capital.»

— «Vous nous remettez notre dette?»

— «Non pas. Je le regrette, mais un banquier ne remet jamais une dette. Vous me devrez encore tout l'argent prêté. Mais vous ne me remettrez chaque année que l'intérêt, je ne vous presserai pas pour le remboursement du capital. Quelques-uns parmi vous peuvent devenir incapables de payer même leur intérêt, parce que l'argent va de l'un à l'autre. Mais organisez-vous en nation, et convenez d'un système de collection. On appelle cela taxer. Vous taxerez davantage ceux qui auront plus d'argent, les autres moins. Pourvu que vous m'apportiez collectivement le total de l'intérêt, je serai satisfait et votre nation se portera bien.»

Nos hommes se retirent, mi calmés, mi-pensifs.

11. L'extase de Martin



Martin est seul. Il se recueille. Il conclut:

«Mon affaire est bonne. Bons travailleurs, ces hommes, mais ignorants. Leur ignorance et leur crédulité font ma force. Ils voulaient de l'argent, je leur ai passé des chaînes. Ils m'ont couvert de fleurs pendant que je les roulais.»

«Oh! grand ancêtre, je sens ton génie de banquier s'emparer de mon être. Tu l'as bien dit, illustre maître: «Qu'on m'accorde le contrôle de la mon-

naie d'une nation et je me fous de qui fait ses lois». Je suis le maître de l'île des Naufragés, parce que je contrôle son système d'argent.

«Je pourrais contrôler un univers. Ce que je fais ici, moi, Martin Golden, je puis le faire dans le monde entier. Que je sorte un jour de cet îlot: je sais comment gouverner le monde sans tenir de sceptre.»

Et toute la structure du système bancaire se dresse dans l'esprit ravi de Martin.

12. Crise de vie chère

Cependant, la situation empire dans l'île des Naufragés. La productivité a beau augmenter, les échanges ralentissent. Martin pompe régulièrement ses intérêts. Il faut songer à mettre de l'argent de côté pour lui. L'argent colle, il circule mal.

Ceux qui paient le plus de taxes crient contre les autres et haussent leurs prix pour trouver compensation. Les plus pauvres, qui ne paient pas de taxes, crient contre la cherté de la vie et achètent moins.

Le moral baisse, la joie de vivre s'en va. On n'a plus de cœur à l'ouvrage. A quoi bon? Les produits se vendent mal; et quand ils se vendent, il faut donner des taxes



pour Martin. On se prive. C'est la crise. Et chacun accuse son voisin de manquer de vertu et d'être la cause de la vie chère.

Un jour, Henri, réfléchissant au milieu de ses vergers, conclut que le «progrès» apporté par le système monétaire du banquier

a tout gâté dans l'île. Assurément, les cinq hommes ont leurs défauts; mais le système de Martin nourrit tout ce qu'il y a de plus mauvais dans la nature humaine.

Henri décide de convaincre et rallier ses compagnons. Il commence par Jacques. C'est vite fait: «Eh! dit Jacques, je ne suis pas savant, moi; mais il y a longtemps que je le sens: le système de ce banquier-là est plus pourri que le fumier de mon étable du printemps dernier!»

Tous sont gagnés l'un après l'autre, et une nouvelle entrevue avec Martin est décidée.

13. Chez le forgeur de chaînes

Ce fut une tempête chez le banquier:

— «L'argent est rare dans l'île, monsieur, parce que vous nous l'ôtez. On vous paie, on vous paie, et on vous doit encore autant qu'au commencement. On travaille, on fait de plus belles terres, et nous voilà plus mal pris qu'avant votre arrivée. Dette! Dette! Dette par-dessus la tête!»

— «Allons, mes amis, raisonnons un peu. Si vos terres sont plus belles, c'est grâce à moi. Un bon système bancaire est le plus bel actif d'un pays. Mais pour en profiter, il faut garder avant tout la confiance dans le banquier. Venez à moi comme à un père... Vous voulez d'autre argent? Très bien. Mon baril d'or vaut bien des fois mille dollars... Tenez, je vais hypothéquer vos nouvelles propriétés et vous prêter un autre mille dollars tout de suite.»

— «Deux fois plus de dette? Deux fois plus d'intérêt à payer tous les ans, sans jamais finir»

— «Oui, mais je vous en prêterai encore, tant que vous augmenterez votre richesse foncière; et vous ne me rendrez jamais que l'intérêt. Vous empilerez les emprunts; vous appellerez cela dette consolidée. Dette qui pourra grossir d'année

en année. Mais votre revenu aussi. Grâce à mes prêts, vous développerez votre pays.»

— «Alors, plus notre travail fera l'île produire, plus notre dette totale augmentera?»



— «Comme dans tous les pays civilisés. La dette publique est un baromètre de la prospérité.»

14. Le loup mange les agneaux

— «C'est cela que vous appelez monnaie saine, monsieur Martin? Une dette nationale devenue nécessaire et impayable, ce n'est pas sain, c'est malsain.»

— «Messieurs, toute monnaie saine doit être basée sur l'or et sortir de la banque à l'état de dette. La dette nationale est une bonne chose: elle place les gouvernements sous la sagesse incarnée des banquiers. À titre de banquier, je suis un flambeau de civilisation dans votre île.»

— «Monsieur Martin, nous ne sommes que des ignorants, mais nous ne voulons point de cette civilisation-là ici. Nous n'emprunterons plus un seul sou de vous. Monnaie saine ou pas saine, nous ne voulons plus faire affaire avec vous.»

— «Je regrette cette décision maladroite, messieurs. Mais si vous rompez avec moi, j'ai vos signatures. Remboursez-moi immédiatement tout, capital et intérêts.»

— «Mais c'est impossible, mon-

► sieur. Quand même on vous donnerait tout l'argent de l'île, on ne serait pas quitte.»

— «Je n'y puis rien. Avez-vous signé, oui ou non? Oui? Eh bien, en vertu de la sainteté des contrats, je saisis toutes vos propriétés gagées, tel que convenu entre nous, au temps où vous étiez si contents de m'avoir. Vous ne voulez pas servir de bon gré la puissance suprême de l'argent, vous la servirez de force. Vous continuerez à exploiter l'île, mais pour moi et à mes conditions. Allez. Je vous passerai mes ordres demain.

15. Le contrôle des média

Comme Rothschild, Martin sait que celui qui contrôle le système d'argent d'une nation contrôle cette nation. Mais il sait aussi que, pour maintenir ce contrôle, il faut entretenir le peuple dans l'ignorance et l'amuser avec autre chose.

Martin a remarqué que, sur les cinq insulaires, deux sont conservateurs et trois sont libéraux. Cela paraît dans les conversations des cinq, le soir, surtout depuis qu'ils sont devenus ses esclaves. On se chicane entre bleus et rouges.

De temps en temps, Henri, moins partisan, suggère une force dans le peuple pour faire pression sur les gouvernants... Force dangereuse pour toute dictature.

Martin va donc s'appliquer à envenimer leurs discordes politiques le plus possible.

Il se sert de sa petite presse et fait paraître deux feuilles hebdomadaires: «Le Soleil», pour les rouges; «L'Étoile», pour les bleus. «Le Soleil» dit en substance: Si vous n'êtes plus les maîtres chez vous, c'est à cause de ces arriérés de bleus, toujours collés aux gros intérêts.

«L'Étoile» dit en substance: Votre dette nationale est l'œuvre des maudits rouges, toujours prêts aux aventures politiques.



Et nos deux groupements politiques se chamaillent de plus belle, oubliant le véritable forger de chaînes, le contrôleur de l'argent, Martin.

16. Une épave précieuse

Un jour, Thomas, le prospecteur, découvre, échouée au fond d'une anse, au bout de l'île et voilée par de hautes herbes, une chaloupe de sauvetage, sans rame, sans autre trace de service qu'une caisse assez bien conservée.

Il ouvre la caisse: outre du linge et quelques menus effets, son attention s'arrête sur un livre-album en assez bon ordre, intitulé:

Première année de Vers Demain

Curieux, notre homme s'assied et ouvre ce volume. Il lit. Il dévore. Il s'illumine:

«Mais, s'écrie-t-il, voilà ce qu'on aurait dû savoir depuis longtemps.

«L'argent ne tire nullement sa valeur de l'or, mais des produits que l'argent achète.

«L'argent peut être une simple comptabilité, les crédits passant d'un compte à l'autre selon les achats et les ventes. Le total de l'argent en rapport avec le total de la production.

«A toute augmentation de production, doit correspondre une augmentation équivalente d'argent... Jamais d'intérêt à payer

sur l'argent naissant... Le progrès représenté, non pas par une dette publique, mais par un dividende égal à chacun... Les prix, ajustés au pouvoir d'achat par un coefficient des prix. Le Crédit Social...»

Thomas n'y tient plus. Il se lève et court, avec son livre, faire part de sa splendide découverte à ses quatre compagnons.

17. L'argent, simple comptabilité

Et Thomas s'installe professeur:

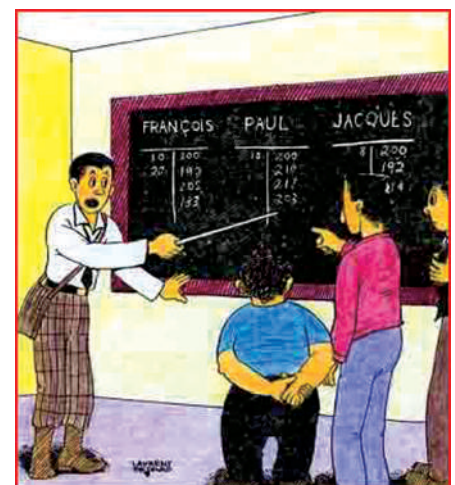
«Voici, dit-il, ce qu'on aurait pu faire, sans le banquier, sans or, sans signer aucune dette.

«J'ouvre un compte au nom de chacun de vous. A droite, les crédits, ce qui ajoute au compte; à gauche, les débits, ce qui le diminue.

«On voulait chacun 200\$ pour commencer. D'un commun accord, décidons d'écrire 200\$ au crédit de chacun. Chacun a tout de suite 200\$.

«François achète des produits de Paul, pour 10\$. Je retranche 10 à François, il lui reste 190. J'ajoute 10 à Paul, il a maintenant 210.

«Jacques achète de Paul pour 8\$. Je retranche 8 à Jacques, il garde 192. Paul, lui, monte à 218. «Paul achète du bois de François, pour 15\$. Je retranche 15 à Paul, il garde 203; j'ajoute 15 à François, il remonte à 205.



«Et ainsi de suite; d'un compte à l'autre, tout comme des dollars en papier vont d'une poche à l'autre.»

«Si l'un de nous a besoin d'argent pour augmenter sa production, on lui ouvre le crédit nécessaire, sans intérêt. Il rembourse le crédit une fois la production vendue. Même chose pour les travaux publics.»

«On augmente aussi, périodiquement, les comptes de chacun d'une somme additionnelle, sans rien ôter à personne, en correspondance au progrès social. C'est le dividende national. L'argent est ainsi un instrument de service.»

18. Désespoir du banquier

Tous ont compris. La petite nation est devenue créditiste. Le lendemain, le banquier Martin reçoit une lettre signée des cinq :

«Monsieur, vous nous avez endettés et exploités sans aucune nécessité. Nous n'avons plus besoin de vous pour régir notre système d'argent. Nous aurons désormais tout l'argent qu'il nous faut, sans or, sans dette, sans voleur. Nous établissons immédiatement dans l'île des Naufragés le système du Crédit Social. Le dividende national remplacera la dette nationale.»

«Si vous tenez à votre remboursement, nous pouvons vous remettre tout l'argent que vous avez fait pour nous, pas plus. Vous ne pouvez réclamer ce que vous n'avez pas fait.»

Martin est au désespoir. C'est son empire qui s'écroule. Les cinq devenus créditistes, plus de mystère d'argent ou de crédit pour eux.

«Que faire? Leur demander pardon, devenir comme l'un d'eux? Moi, banquier, faire cela?... Non. Je vais plutôt essayer de me passer d'eux et de vivre à l'écart.»

19. Supercherie mise à jour

Pour se protéger contre toute réclamation future possible, nos hommes ont décidé de faire signer au banquier un document attestant qu'il possède encore tout ce qu'il avait en venant dans l'île.

D'où l'inventaire général: la chaloupe, la petite presse et... le fameux baril d'or.

Il a fallu que Martin indique l'endroit, et l'on déterre le baril. Nos hommes le sortent du trou avec beaucoup moins de respect cette fois. Le Crédit Social leur a appris à mépriser le fétiche or.

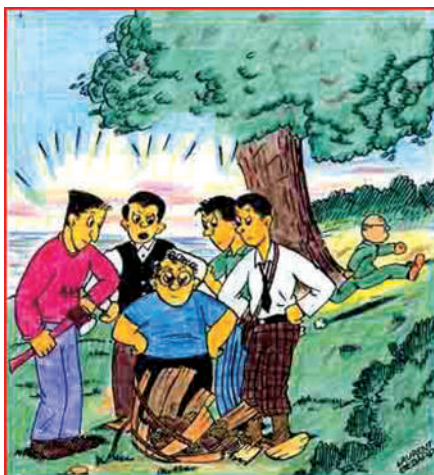
Le prospecteur, en soulevant le baril, trouve que pour de l'or, ça ne pèse pas beaucoup: «Je doute fort que ce baril soit plein d'or», dit-il.

L'impétueux François n'hésite pas plus longtemps. Un coup de hache et le baril étale son contenu: d'or, pas une once! Des roches — rien que de vulgaires roches sans valeur!...

Nos hommes n'en reviennent pas:

— «Dire qu'il nous a mystifiés à ce point-là, le misérable! A-t-il fallu être gogos, aussi, pour tomber en extase devant le seul mot OR! »

— «Dire que nous lui avons gagé toutes nos propriétés pour des bouts de papier basés sur quatre pelletées de roches! Voleur doublé de menteur! »



— «Dire que nous nous sommes boudés et haïs les uns les autres pendant des mois et des mois pour une supercherie pareille! Le démon!»

A peine François avait-il levé sa hache que le banquier partait à toutes jambes vers la forêt.



20. Adieux à l'Île des Naufragés

Nul n'a plus entendu parler de Martin depuis l'événement de son baril et de sa duperie.

Mais, à quelque temps de là, un navire écarté de la route ordinaire, ayant remarqué des signes d'habitation sur cette île non enregistrée, a jeté l'ancre au large du rivage.

Nos hommes apprennent que le navire vogue vers l'Amérique. Ils décident de prendre avec eux leurs effets les plus transportables et de s'en retourner dans leur pays.

Ils tiennent, par-dessus tout, à emporter le fameux album «Première Année de Vers Demain», qui les a tirés de la griffe du financier Martin et qui a mis dans leur esprit une lumière inextinguible.

Tous les cinq se promettent bien, une fois rendus dans leur pays, de se mettre en rapport avec la direction de Vers Demain et la belle cause du Crédit Social.

Louis Even

Conservez cette revue et faites-la lire à vos amis



De la parabole à la réalité



par Louis Even
Système d'argent-dette

Le système d'argent-dette, introduit par Martin dans l'île des Naufragés, faisait s'endetter financièrement la petite communauté à mesure que, par son travail, elle développait et enrichissait l'île. N'est-ce pas exactement ce qui se produit dans nos pays civilisés?

Le Canada actuel est certainement plus riche, de richesses réelles, qu'il y a 50 ans, ou 100 ans, ou qu'au temps des pionniers. Or, comparez la dette publique, la somme de toutes les dettes publiques du Canada d'aujourd'hui avec ce qu'était cette somme il y a 50 ans, il y a 100 ans, il y a trois siècles!

C'est pourtant la population canadienne elle-même qui a produit son enrichissement, au cours des années. Pourquoi donc la tenir endettée pour le résultat de son travail?

Considérez, par exemple, le cas des écoles, des aqueducs municipaux, des ponts, des routes et autres constructions de caractère public. Qui les construit? Des constructeurs du pays. Qui fournit les matériaux? Des manufacturiers du pays. Et pourquoi peuvent-ils ainsi s'employer à des travaux publics? Parce qu'il y a d'autres travailleurs qui, eux, produisent des aliments, des vêtements, des chaussures, ou fournissent des services, que peuvent utiliser les constructeurs et les fabricants de matériaux.

C'est donc bien la population, dans son ensemble, qui, par son travail de diverses sortes, produit toutes ces richesses. Si elle fait venir des choses de l'étranger, c'est en contrepartie de produits qu'elle-même fournit à l'étranger.

Or, que constate-t-on? Partout, on taxe les citoyens pour payer ces écoles, ces hôpitaux, ces ponts, ces routes et autres travaux publics. On fait donc payer à la population ce qu'elle a elle-même produit collectivement.

Payer plus que le prix

Et ça ne s'arrête pas là. On fait payer à la population plus que le prix de ce qu'elle a elle-même produit. Sa production, enrichissement réel, devient pour elle une dette chargée d'inté-

rêts. Avec les années, la somme des intérêts peut égaler, ou même dépasser, le montant de la dette imposée par le système. Il arrive qu'on fait payer à la population deux fois, trois fois, le prix de ce qu'elle a elle-même produit.

Outre les dettes publiques, il y a aussi les dettes industrielles, elles aussi chargées d'intérêts. Elles forcent l'industriel, l'entrepreneur, à augmenter ses prix au-delà du coût de production, pour pouvoir rembourser capital et intérêts, sans quoi il ferait banqueroute.

Dettes publiques ou dettes industrielles, c'est toujours la population qui doit payer tout cela au système financier. Payer en taxes quand il s'agit de dettes publiques; payer en prix quand il s'agit de dettes industrielles. Les prix gonflent pendant que les taxes aplatissent le porte-monnaie.

Système tyrannique

Tout cela et bien d'autres choses indiquent bien un système d'argent, un système de finance, qui commande au lieu de servir et qui tient la population sous sa domination — comme Martin tenait les gars de l'île sous sa domination avant qu'ils se révoltent.

Et si les contrôleurs de l'argent refusent de prêter, ou s'ils y mettent des conditions trop difficiles pour les corps publics ou pour les industriels, qu'arrive-t-il? Il arrive que les corps publics renoncent à des projets qui sont pourtant urgents; il arrive que les industriels renoncent à des développements ou des productions qui répondraient pourtant à des besoins. Et cela cause du chômage. Et pour empêcher les chômeurs de crever tout à fait, il faut taxer ceux qui ont encore quelque chose ou qui gagnent encore un salaire.

Peut-on imaginer un système plus tyrannique, dont les maléfices se font sentir sur toute la population?

Obstacle à la distribution

Et ce n'est pas tout. A part d'endetter la production qu'il finance, ou de paralyser celle qu'il refuse de financer, le système d'argent est un mauvais instrument financier de distribution des produits.

On a beau avoir des magasins et des entrepôts

pleins, on a beau avoir tout ce qu'il faut pour une production plus abondante encore, la distribution des produits est rationnée.

Pour obtenir les produits, en effet, il faut les payer. Devant des produits abondants, il faudrait une abondance d'argent dans les porte-monnaie. Mais ce n'est pas le cas. Le système met toujours plus de prix sur les produits que d'argent dans les porte-monnaie du public qui a besoin de ces produits.

La capacité de payer n'est pas équivalente à la capacité de produire. La finance n'est pas en accord avec la réalité. La réalité, ce sont des produits abondants et faciles à faire. La finance, c'est de l'argent rationné et difficile à obtenir.

Le système d'argent actuel est donc vraiment un système punitif, au lieu d'être un système de service. Cela ne veut pas dire qu'il faut le supprimer, mais le corriger. C'est ce que ferait magnifiquement l'application des principes financiers connus sous le nom de Crédit Social.

L'argent conforme au réel

L'argent de Martin, dans l'île des Naufragés, n'aurait eu aucune valeur s'il n'y avait eu aucun produit dans l'île. Même si son baril avait été réellement plein d'or, qu'est-ce que cet or aurait pu acheter dans une île sans produit? Or, ou papier-monnaie, ou n'importe quels montants de chiffres dans le livre de Martin n'auraient pu nourrir personne, s'il n'y avait pas eu des produits alimentaires. Ainsi pour les vêtements. Ainsi que pour tout le reste.

Mais il y avait des produits dans l'île. Ces produits provenaient des ressources naturelles de l'île et du travail de la petite communauté. Cette richesse réelle, qui seule donnait de la valeur à l'argent, était la propriété des habitants de l'île et non la propriété exclusive du banquier Martin.

Martin les endettait pour ce qui leur appartenait. Ils l'ont compris quand ils ont connu le Crédit Social. Ils ont compris que tout argent, tout crédit financier, est basé sur le crédit de la société elle-même, et non sur l'opération du banquier. L'argent devait donc être leur propriété au moment où il commençait; il devait leur être remis, divisé entre eux, quitte à passer ensuite des uns aux autres selon le va-et-vient de la production des uns et des autres.

La question de l'argent devenait dès lors pour eux ce qu'elle est essentiellement: une question de

comptabilité.

La première chose qu'on exige d'une comptabilité, c'est d'être exacte, conforme aux choses qu'elle exprime. L'argent doit être conforme à la production ou à la destruction de richesse. Suivre le mouvement de la richesse: production abondante, argent abondant; production facile, argent facile; production automatique, argent automatique; gratuités dans la production, gratuités dans l'argent.

L'argent pour la production

L'argent doit être au service des producteurs, à mesure qu'ils en ont besoin pour mobiliser les moyens de production. C'est possible, puisque cela s'est fait, du jour au lendemain, dès que la guerre fut déclarée en 1939. L'argent qui manquait partout depuis dix années est venu soudainement; et pendant les six années de guerre, il n'y a plus eu aucun problème d'argent pour financer toute la production possible et requise.

L'argent peut donc être, et doit être, au service de la production publique et de la production privée, avec la même fidélité qu'il fut au service de la production de guerre. Tout ce qui est physiquement possible pour répondre aux besoins légitimes de la population doit être rendu financièrement possible.

Ce serait la fin des cauchemars des corps publics. Et ce serait la fin du chômage et de ses privations, tant qu'il reste des choses à faire pour répondre aux besoins, publics ou privés, de la population.

Tous capitalistes Dividendes à chacun

Le Crédit Social préconise la distribution d'un dividende périodique à tous. Disons une somme d'argent versée chaque mois à chaque personne, indépendamment de son emploi — tout comme le dividende versé au capitaliste, même quand il ne travaille pas personnellement.

On reconnaît que le capitaliste à dollars, celui qui place de l'argent dans une entreprise, a droit à un revenu sur son capital, revenu qui s'appelle dividende. Ce sont d'autres individus qui mettent son capital en oeuvre, et ces autres-là sont récompensés pour cela, en salaires. Mais le capitaliste tire un revenu de la seule présence de son capital dans l'entreprise. S'il y travaille personnellement, il tire alors deux revenus: un salaire pour son travail et un dividende pour son capital. ►

Le système d'argent actuel doit être corrigé. C'est ce que ferait l'application des principes du Crédit Social.

► Eh bien, le Crédit Social considère que tous les membres de la société sont capitalistes. Tous possèdent en commun un capital réel qui concourt beaucoup plus à la production moderne que le capital-dollars ou que le travail individuel des employés.

Quel est ce capital communautaire?

Il y a d'abord les ressources naturelles du pays, qui n'ont été produites par personne, qui sont une gratuité de Dieu à ceux qui habitent ce pays.

Puis, il y a la somme des connaissances, des inventions, des découvertes, des perfectionnements dans les techniques de production, de tout ce progrès acquis, accumulé, grossi et transmis d'une génération à l'autre. C'est un héritage commun, gagné par les générations passées, que notre génération utilise et grossit encore pour le passer à la suivante. Ce n'est la propriété exclusive de personne, mais un bien communautaire par excellence.

Et c'est bien là le plus gros facteur de la production moderne. Supprimez seulement la force motrice de la vapeur, de l'électricité, du pétrole — inventions des trois derniers siècles — et dites ce que serait la production totale, même avec beaucoup plus de travail et de bien plus longues heures par tous les effectifs ouvriers du pays.

Puisque ce capital communautaire est le plus gros facteur de production moderne, le dividende devrait être capable de procurer à chacun au moins de quoi pourvoir aux besoins essentiels de l'existence. Puis, à mesure que la mécanisation, la motorisation, l'automatisation, prennent une place de plus en plus grande dans la production, avec de moins en moins de labeur humain, la part distribuée par le dividende devrait devenir de plus en plus grosse.

Ce serait en même temps un moyen, bien approprié aux grandes possibilités productives modernes, de réaliser dans la pratique le droit de tout être humain à l'usage des biens matériels. Droit que chaque personne tire du seul fait de son existence. Droit fondamental et imprescriptible, que Pie XII rappelait dans son historique radiomessage du 1er juin 1941:

«Les biens créés par Dieu l'ont été pour tous les hommes et doivent être à la disposition de tous, selon les principes de la justice et de la charité. Tout homme, en tant qu'être doué de raison, tient en fait de la nature le droit fondamental d'user des biens matériels de la terre...

Un tel droit individuel ne saurait être supprimé en aucune manière, pas même par l'exercice d'autres droits certains et reconnus sur des biens matériels.»

Un dividende à tous et à chacun: voilà bien la formule économique et sociale la plus radieuse qui ait jamais été proposée à un monde dont le problème n'est plus de produire, mais de distribuer les produits.

Nombreux sont ceux qui, en plusieurs pays, voient dans le Crédit Social de Douglas ce qui a été proposé de plus parfait pour servir l'économie moderne d'abondance, et pour mettre les produits au service de tous.

Louis Even

Pour nous rejoindre

Chers anciens et nouveaux lecteurs de Vers Demain et amis des Pèlerins de saint Michel du Canada, il nous fait plaisir de mettre ce document, ainsi que plusieurs autres, à votre disposition, pour vous faire connaître la cause principale de la pauvreté en face de l'abondance.

Dieu donne en surabondance, mais, les Maîtres du monde préfèrent détruire plus de 1 milliard 300 millions de tonnes de nourriture par année à la grandeur du monde, de sorte qu'au lieu d'en permettre la distribution, des personnes humaines souffrent et meurent chaque année par manque d'argent. Mais l'argent ne manque jamais pour les guerres et les conflits armés.

Ceux qui désireront avoir un échange personnel avec un Pèlerin de saint Michel expérimenté peuvent communiquer avec nous à nos bureaux sans frais soit par courriel (info@versdemain.org), soit en utilisant le numéro 001-450-775-9107 sur les applications IMO, VIBER ou WHATS-APP ou SKYPE, pour parler à M. Marcel Lefebvre, directeur de Vers Demain. Identifiant Skype de Jean-Pierre Richard, secrétaire de Vers Demain: [jprich3](https://www.skype.com/user/jprich3); identifiant Skype de Marcel Lefebvre: [marcel.psm](https://www.skype.com/user/marcel.psm).

Aidez-nous à faire connaître le contenu de ces importants documents à tous vos contacts. Merci à l'avance.

Qu'est-ce que le monstre ?

Qu'est-ce qu'un monstre ? Le dictionnaire Larousse définit : «Être dont la conformation diffère de celle de son espèce». Ou encore : «Personne tout à fait dénaturée, comme lorsqu'on dit de quelqu'un : un monstre de cruauté».

Nous pouvons appeler monstre notre système monétaire, notre système d'argent. Il n'est pas conforme aux faits, il ne se conduit pas comme un système d'argent. Il est dénaturé dans ses résultats, rien moins qu'un monstre de cruauté. Graves accusations.

Monstruosité, barbarie

Voilà trois familles. La famille A est dénuée de tout. Jamais plus que le strict nécessaire, et celui-ci se fait même souvent attendre. Parents et enfants souffrent. Les petits végètent, mais les parents font tout ce qu'ils peuvent et sont les premiers à se priver en face de la situation.

La famille B possède un peu plus. Pas de luxe, mais une certaine aisance. Enfants comme parents y jouissent d'une honnête subsistance.

La famille C touche un revenu permanent qui lui permet une maison à air conditionné, une nourriture variée au choix, des meubles modernes, des loisirs et des vacances touristiques. Tous les membres de la famille en profitent, chacun suivant ses attraits qu'il s'efforce d'ailleurs de guider par la raison.

Les trois familles sont dans des situations bien différentes. Mais on n'a rien à reprocher au chef de famille A, ni au chef de famille B, ni au chef de famille C. Dans chacune, les biens, rares ou abondants, sont accessibles à tous les membres de la famille dans la proportion où le permettent les circonstances.

Mais revenons à la famille C. Disons que les parents y mettent leur revenu sous clef, et qu'ils laissent leurs enfants en guenilles, réduits à la sous-alimentation de dernier ordre, malades et sans soins médicaux, ignorants et privés du droit de s'instruire. Sauf peut-être un privilégié dans la famille qui, lui, en aura cent fois plus qu'il peut en utiliser.

On dira alors que ces parents sont barbares, qu'ils laissent injustifiablement souffrir leurs enfants. Leur conduite, une monstruosité.

Nous avons maintenant un pays, le Canada, où



travailleurs et machines peuvent mettre au monde tout ce qu'il faut pour que tous les Canadiens vivent dans l'aisance. On y fait un règlement en vertu duquel pour bénéficier des richesses du Canada, un Canadien doit avoir une permission qui s'appelle argent.

Rien de mal, en soi, dans ce règlement qui permet d'établir un certain ordre dans la distribution.

D'ailleurs, si l'argent est au niveau de la production, vu que la distribution est au niveau de l'argent, il arrive qu'on vit selon les possibilités de la production, et c'est conforme aux faits.

Mais si, au lieu de se servir du règlement pour établir l'ordre dans la distribution, on permet à quelques particuliers de limiter à leur gré la quantité de permissions, de diminuer les permissions lorsque les choses sont abondantes, ce n'est plus un règlement, mais un désordre. C'est assujettir la multitude à la volonté de quelques dictateurs.

Ces dictateurs de l'argent agissant de telle sorte que le blé reste dans les greniers quand les familles manquent de pain; que les produits de toutes sortes s'accumulent, que la production doit arrêter, alors qu'il y a des besoins pressants partout, ces dictateurs sont littéralement des barbares, leur conduite une monstruosité et la tolérance des gouvernements une lâcheté ou une complicité.

Non licet

On dira ce qu'on voudra en faveur ou en défense du système d'argent, il ne fonctionne pas pour le bien commun. Il punit la multitude, même s'il fait l'affaire de quelques individus.

L'argent n'est plus conforme aux faits. Il n'agit pas selon le but pour lequel il fut inventé. Il ne distribue pas la production. Il élude une fonction qu'il s'est pourtant fait réserver.

«Ceux qui contrôlent l'argent et le crédit sont devenus les maîtres de nos vies», disait bien le Pape Pie XI dans son encyclique Quadragesimo anno. En réglant le niveau de l'argent et du crédit, ils règlent notre niveau de vie et ils le règlent très en dessous des possibilités du pays.

Il n'est donc pas besoin de sortir du Canada pour trouver des actes de barbarie. Barbarie odieuse, même si elle jouit de la protection des gouvernements. ►

► Quelle que soit la puissance des barbares et de leurs complices, ayons le courage, même s'ils tiennent le glaive en main, de leur crier comme Jean-Baptiste: *Non licet*.

Non licet! Il ne vous est pas permis de restreindre la distribution des biens abondants de la terre à des êtres humains qui sont dans la privation.

Non licet! Il ne vous est pas permis, à vous, les gouvernements du jour, de protéger de vos lois des monstres qui soustraient le sang du corps économique. Les enfants, les femmes, les hommes, qui souffrent de besoins en face d'une abondance paralysée, vous accusent devant l'humanité et devant le

Créateur qui donna la terre à toute l'espèce humaine.

Vous pouvez faire taire des voix qui devraient vous dénoncer, en les gavant d'argent ou d'honneurs, où en les menaçant de vos vengeances. Il restera tout de même quelques âmes indomptables pour placer sous vos yeux, en plein jour, vos crimes de lèse-humanité et vous répéter, même si la tête vous en chavire de colère: Cela n'est pas permis! Vous fûtes faits gardiens d'un peuple, vous avez lié partie avec ses bourreaux.

Eux et vous rendrez vos comptes un jour — au public outragé peut-être, à Dieu sûrement.

Louis Even

La population la plus heureuse. Aucun intérêt à payer

La dictature des banquiers et leur système d'argent-dette s'étend dans tous les pays du monde. En effet, il suffirait qu'un seul pays se libère de cette dictature et donne l'exemple de ce que pourrait être un système d'argent honnête, émis sans intérêt et sans dette par un office national de crédit qui représenterait la richesse réelle de la nation, pour que le système d'argent-dette des banquiers s'écroule dans le monde entier.

Cette lutte des Financiers internationaux pour installer leur système frauduleux d'argent-dette a été particulièrement virulente aux Etats-Unis depuis le tout début de leur existence, où les faits montrent que plu-

sieurs hommes d'Etat américains étaient bien au courant du système d'argent malhonnête que les Financiers voulaient imposer et de tous les malheurs qu'il entraînerait pour l'Amérique. Ces hommes d'Etat étaient de véritables patriotes, qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour conserver aux Etats-Unis un système d'argent honnête, libre du contrôle des Financiers. Les Financiers font tout

pour tenir cachée cette facette de l'histoire des Etats-Unis, de peur que l'exemple de ces patriotes ne soit suivi encore aujourd'hui. Voici un fait que les Financiers voudraient que la population ignore:

Nous sommes en 1750. Les Etats-Unis d'Amérique n'existent pas encore; ce sont les 13 colonies sur le continent américain qui forment la «Nouvelle-Angleterre», possession de la mère-patrie, l'Angleterre. Benjamin Franklin écrivait de la population de ce temps: «Impossible de trouver de population plus heureuse et plus prospère sur toute la surface du globe.» Faisant rapport en Angleterre, on lui demanda le secret de cette prospérité dans les colonies, alors que la misère régnait dans la mère-patrie:

«C'est bien simple, répondit Franklin. Dans les colonies, nous émettons notre propre papier-monnaie, nous l'appelons Colonial Script, et nous en émettons assez pour faire passer facilement tous les produits des producteurs aux consommateurs. Créant ainsi notre propre papier-monnaie, nous contrôlons notre pouvoir d'achat et nous n'avons aucun intérêt à payer à personne.»

Les banquiers anglais, mis au courant, firent adopter par le Parlement anglais une loi défendant aux colonies de se servir de leur monnaie script et leur ordonnant de se servir uniquement de la monnaie-dette d'or et d'argent des banquiers qui était fournie en quantité insuffisante. La circulation monétaire dans les colonies se trouva ainsi diminuée de moitié.

«En un an, dit Franklin, les conditions changèrent tellement que l'ère de prospérité se termina, et une dépression s'installa, à tel point que les rues des colonies étaient remplies de chômeurs.»

Alors advint la guerre contre l'Angleterre et la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, en 1776. Les manuels d'histoire enseignent faussement que la Révolution Américaine était due à la taxe sur le thé. Mais Franklin déclara: **«Les colonies auraient volontiers supporté l'insignifiante taxe sur le thé et autres articles, sans la pauvreté causée par la mauvaise influence des banquiers anglais sur le Parlement: ce qui a créé dans les colonies la haine de l'Angleterre et causé la guerre de la Révolution.»**

Les Pères Fondateurs des Etats-Unis, ayant tous ces faits en mémoire, et pour se protéger de l'exploitation des banquiers internationaux, prirent bien soin de stipuler clairement dans la Constitution américaine, signée à Philadelphie en 1787, dans l'article 1, section 8, paragraphe 5: **«C'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur.»**

Alain Pilote



Benjamin Franklin

Qui sont les vrais Maîtres du Monde ?

par Louis Even

La première partie de ce document «Qui sont les vrais maîtres du monde?» est tirée des Cahiers du Crédit Social de janvier 1939:

Le système bancaire actuel est pur banditisme, quiconque s'est donné la peine d'étudier la question, (la création de crédit-monnaie-dette par les banques et le contrôle absolu de l'intermédiaire d'échange par les banques), n'en peut douter. Mais c'est un banditisme légalisé c'est-à-dire qu'en conduisant ce racket au profit d'une petite clique d'individus sur le dos du public, les banques restent dans les limites de leur charte, c'est la «patente» accordée par le gouvernement souverain à une machine qui saigne et tue l'humanité.

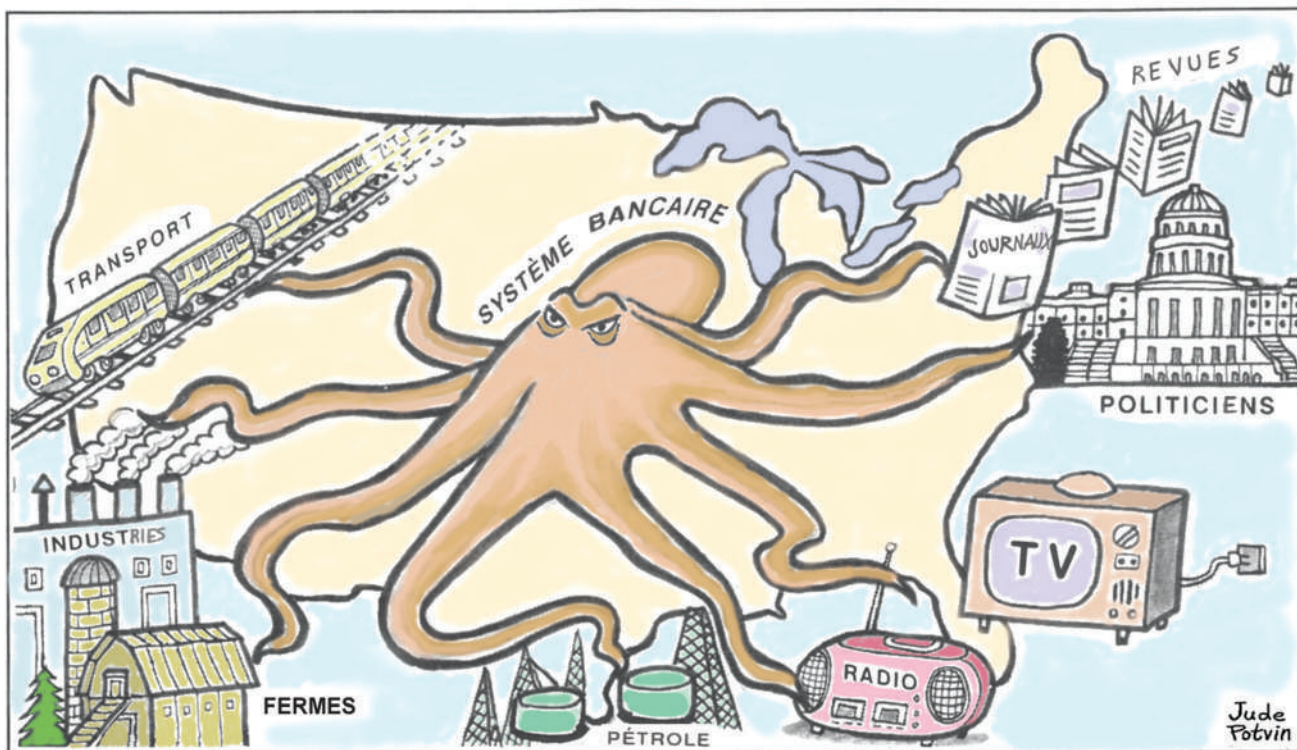
Dès les premiers siècles de notre ère, on trouve des parasites, tenant des comptoirs pour prêter l'argent et, par l'usure, mettre le grappin sur toute la circulation monétaire des pays où ils opèrent. Ils ne s'installent pas n'importe où. On les chercherait en vain dans les pays où il n'y a rien à rafler, pas plus que vous ne voyez le banquier accompagner le premier groupe de colons qui s'enfoncent dans les bois du nord québécois. Par exemple, lorsque l'empire

romain est prospère; ils reçoivent les hommages et le fruit du travail des producteurs des plaines de Lombardie. L'Angleterre sort plus tard de la barbarie et ses marins rapportent de leurs expéditions les richesses du monde. Nos prêteurs d'argent ont le flair juste et ils colonisent à leur façon une rue de Londres restée célèbre dans le domaine de la finance internationale sous le nom de Rue des Lombards (Lombard Street).

Les détenteurs de l'or apprirent vite à commercialiser la crédulité du public ignorant et à prêter ce qu'ils ne possédaient pas. L'or restait dans les voûtes; les reçus de ceux qui confiaient leur or aux banquiers ou les promesses de payer en or des banquiers circulèrent au même titre que l'or lui-même et rapportaient les mêmes profits.

La légalisation du banditisme

Mais c'est en 1694 que les banquiers ont obtenu légalement le droit de fabriquer la monnaie et de prêter à intérêt cette monnaie au gouvernement souverain, tout comme aux particuliers. Cette année-là, le roi Guillaume III d'Angleterre a besoin d'argent pour faire la guerre. Il existe à Londres, depuis la révolution de 1688, une compagnie d'hom-



Le monstre du système bancaire s'empare de toutes les richesses

► mes riches qui a pris le nom de «Compagnie de la Banque d'Angleterre» et dont William Paterson est le gouverneur.

Le roi, qui ne trouve plus où taxer et qui n'ose pas introduire un papier-monnaie gouvernemental après l'opposition faite sur ce point à son prédécesseur Charles II par les puissances financières secrètes, s'en vient trouver la Compagnie de la Banque d'Angleterre. William Paterson offre de prêter au roi 1 200 000 livres sterling en or et en argent, à 8 pour cent d'intérêt, à condition que le roi permette à la CBA de faire exactement ce que les maîtres de la monnaie du jour défendaient au roi: soit imprimer de la monnaie de papier qui serait monnaie légale, et ce, pour une somme égale au montant prêté au roi.

Donc, la CBA collecterait 1 200 000 livres en or et en argent pour le roi et multiplierait cette somme par deux en imprimant 1 200 000 livres sterling en papier que le roi, dans son autorité, imposerait aux Anglais d'accepter au même titre que l'or. La Banque prêtait le métal au roi à profit et gardait les billets pour les prêter à profit au commerce et à l'industrie.

Paterson comprenait parfaitement l'importance du privilège qu'il venait d'obtenir. «La Banque pouvant mettre en circulation cette nouvelle émission de monnaie tout en gardant seulement le sixième ou le quart en réserve, c'est comme si elle louait à la nation neuf cent mille livres ou un million de livres de nouvelle monnaie», disait-il lui-même. Dans la pratique, il n'avait même pas besoin de garder une réserve de 25 pour cent; dès 1696, on trouve la Banque mettant en circulation 1 750 000 livres contre une réserve en numéraire de 36 000 livres seulement, soit une réserve dépassant à peine 2%.

La maison des Rothschild

Voilà donc la banque privée devenue plus puissante que le roi. Dès l'origine de cette mainmise d'une association d'exploiteurs sur la chose publique, on trouve que la nouvelle machine monétaire fonctionne surtout pour financer des guerres; c'est dans ce temps-là qu'elle jette les bases de profits perpétuels considérables. Elle n'avait rien perdu de son adaptation en 1914 et pas un gouvernement n'a manqué d'argent pour conduire ses citoyens à la grande tuerie. La phrase «Pas d'argent» qui nous bat les oreilles aujourd'hui ne fut pas prononcée une seule fois de 1914 à 1918.

Chaque fois aussi, la finance internationale, la haute banque, a fortifié son emprise autant qu'elle mettait magnanimement sa plume féconde au service des gouvernements devenus signataires de débetures (obligations), car aujourd'hui, notre

civilisation progressant, la monnaie se dématérialise et n'a même plus besoin d'une presse à imprimer.

Fortune édifiée à la faveur des massacres

La Maison Rothschild internationale offre un bel exemple de la fortune édifiée à la faveur des massacres d'humanité. L'aïeul, Anselme Rothschild, vivait à Francfort-sur-Main, en Allemagne, où il servait de banquier au landgrave de Hesse. Ce prince était le plus riche d'Europe, et il s'enrichissait surtout en faisant le commerce d'hommes pour la guerre.

C'est ainsi que, lorsque Georges III, roi d'Angleterre, voulut des soldats pour combattre les colonies révoltées de l'Amérique, pour ne pas envoyer des Anglais combattre des Anglais, il s'adressa au landgrave qui lui fournit un régiment de Hessiens, de 16 800 hommes, moyennant paiement par Georges III de 20 000 000 dollars. Le landgrave confia ses vingt millions à son banquier Rothschild pour les faire fructifier, chacun tirant sa part de profit. Vu qu'il y avait une guerre en Amérique et que la guerre génère toujours de gros intérêts pour les prêteurs de capitaux, Rothschild jugea sage de prêter l'argent à son congénère, l'américain Haym Solamon. Ce dernier prêta à plus gros intérêt, aussi Morris le proposa au financement de la guerre par Georges Washington. C'est ainsi que l'argent fourni par Georges III pour payer une armée servit à financer les adversaires de Georges III. Rothschild et Solamon profitaient aux deux bouts, pendant qu'Américains et Anglais ou Hessiens s'entretuaient sur les champs de bataille.

Anselme Rothschild avait cinq fils et il les avait dressés à ce commerce fructueux. Le plus habile des cinq, Nathan, se fixa à Londres, où il établit la maison de banque et de courtage N. M. Rothschild and Sons; Jacques s'installa à Paris, Salomon à Vienne. C'était sous la Révolution Française. Les guerres de Napoléon vinrent à point. L'Angleterre empruntait de Nathan Rothschild pour combattre Napoléon. Napoléon empruntait de Jacques Rothschild et comparses pour combattre l'Angleterre. Les soldats tombaient, les épouses et les mères pleuraient, les haines s'avivaient, pendant que les Rothschild profitaient ...

Nathan, un vrai génie de la finance, à lui seul, gagna six millions de dollars en un seul jour, le surlendemain de Waterloo: les deuils ne l'appauvrirent guère. Le même génie intervenait jusqu'en Espagne, en 1835, où, pour se venger d'un gouvernement qui ne voulait pas faire sa volonté malgré des versements corrupteurs faits au Ministre des finances espagnol, il consacrait, de concert avec son frère de Paris, neuf millions de dollars à la ruine des valeurs

mobilières espagnoles, déclenchant une crise mondiale, ruinant des milliers de porteurs, tandis que les Rothschild s'enrichissaient sur les débris. Et l'autre frère de Vienne, Salomon, osait écrire à un confident: "Dites au Prince Metternich que la Maison des Rothschild a agi ainsi par vengeance."

Escroquerie sur le dos des Français

Malgré la plus grande réserve et discrétion dont s'entourent aujourd'hui les banquiers internationaux pour voiler leurs ripailles, la technique continue. L'Autriche fut démembrée à la suite de la Grande Guerre et le Rothschild de Vienne se trouvait en piteuse posture financière. Mais ce ne fut pas long. Lorsque Poincaré, 8 ans plus tard, prépara, de concert avec la Banque de France, une loi pour la stabilisation du franc, le Rothschild de Paris, directeur de la Banque de France (banque privée), sut avertir son cousin de Vienne. Ce dernier se hâta d'acheter des francs à la baisse, pour les revendre à la hausse après l'adoption de la loi par le parlement français; en moins d'une semaine, il avait refait toute sa fortune... sur le dos des Français!

La finance internationale n'a pas de patrie. Elle couvre tout, est de partout, étend ses tentacules dans tous les pays, sème des ruines sans nombre et ne répond de rien. «Là où est l'argent, là est sa patrie» disait justement le Pape Pie XI.

Les colons américains se révoltèrent contre l'Angleterre à cause de cette rapacité des financiers de Londres qui, enlevant aux colonies le droit de fabriquer leur propre monnaie, les rendait complètement dépendantes des exploiters de la métropole. Aussi les Américains eurent-ils soin de déclarer expressément dans leur Constitution que «seul le Congrès aurait le droit de créer la monnaie et d'en régler la valeur.» Ils gagnèrent la guerre, leur constitution demeure, mais ce n'est pas le Congrès qui fabrique ou fait fabriquer la monnaie, ni qui en règle le montant, donc la valeur.

Comment cela se fait-il? C'est que, si le gouvernement anglais perdit la partie, les financiers internationaux gagnèrent la leur et continuèrent d'exploiter l'Amérique comme une colonie de la finance internationale. Ce n'était d'ailleurs pas une proie à lâcher, puisque l'Amérique donnait déjà les signes d'un continent appelé à une très grande richesse.

Alexandre Hamilton

Dans toutes leurs opérations d'envergure pour prendre un pays dans leurs mailles, les maîtres de la finance opèrent par des intermédiaires généralement insoupçonnés, auxquels ils ont même soin de voir que, par les organes du pays, on fasse une répu-

tation de citoyens éminents et distingués. (Nous en avons au Canada, de ces léopards honorés; on les décore du titre de «Sir» et les journaux portent religieusement leurs moindres remarques aux quatre coins du dominion.) L'homme de l'heure, au berceau de la grande république américaine, fut Alexandre Hamilton.

Alexandre fut précoce et brillant en tout ce qui regardait le chiffre, la finance, la monnaie. Dès l'âge de treize ans, il était au service du plus riche marchand des Caraïbes. À dix-sept ans, il vint à New-York, où il devait demeurer jusqu'à sa mort, survenue dans un duel avec son rival commercial et politique, Aaron Burr, en 1804.



Alexandre Hamilton

Hamilton prit part à la guerre d'indépendance et fut quelques temps secrétaire du général en chef, Georges Washington. Il profitait de ses loisirs pour étudier avidement la monnaie, la frappe des monnaies, la question de l'or, de l'argent, du change international. Dans sa mentalité de soumission de l'humanité à un petit groupe, il admira toujours le système d'une banque centrale appartenant à des particuliers et munie de privilèges souverains, comme la Banque d'Angleterre.

Pendant la guerre d'indépendance, les colonies révoltées émirent une monnaie. Les financiers européens, les créateurs et prêteurs de monnaie-dette qui gouvernaient ne pouvaient tolérer pareille audace. Ils firent tomber la valeur de la monnaie américaine. Cette puissance entre les mains de particuliers frappa Hamilton et le stimula dans ses études et ses recherches; il voulait savoir comment des individus pouvaient exercer un tel pouvoir non pour les combattre, mais pour les imiter. Il s'ancre davantage dans l'idée du contrôle de la monnaie d'une nation par une banque privée qui coopérait avec les puissances d'argent, surtout en apprenant combien il était facile d'imposer pareil système à un public ignorant.

En pleine guerre, Hamilton mûrissait déjà des plans pour transporter pareille iniquité en Amérique. Le 30 avril 1781, ce jeune de vingt ans, qui avait pris de l'ascendant sur Robert Morris, l'administrateur du Trésor pour Washington, osait écrire au Trésorier: "Une dette nationale, pourvu qu'elle ne soit pas excessive, sera une bénédiction nationale, un puissant ciment d'union, un stimulant pour l'industrie." ►

► L'Amérique livrée aux financiers

1789: La constitution américaine vient d'être adoptée et le 1er Président Georges Washington, forme son premier cabinet. Il veut confier le Trésor à Morris. À sa grande surprise, Morris refuse et recommande Hamilton. Et Washington commet la grande erreur de son administration qui compromettra toute son œuvre. Hamilton devint le premier secrétaire du Trésor Américain (Ministre des finances).

Franklin meurt en 1790. Hamilton se sent plus libre d'exécuter ses plans, de réaliser l'oeuvre rêvée. Mais il faut manœuvrer; la constitution américaine est claire sur l'autorité exclusive du Congrès pour la frappe et l'émission de la monnaie. Si Franklin a disparu, Jefferson est toujours là et veille certainement sur une œuvre à laquelle il a pris une si grande part.

La dette des États, surtout contractée pour fins de guerre, s'élève alors à 75 millions de dollars, partie de l'étranger, partie à des particuliers du pays qui l'ont reçue des Rothschild de Francfort, comme il est expliqué plus haut. La nouvelle nation a besoin de moyens d'échange pour permettre la marche des affaires. Elle est souveraine. La chose la plus sage n'est-elle pas de frapper la monnaie nécessaire, métal ou papier, et de la mettre en circulation en rachetant sa dette? Hamilton a une autre philosophie. Il propose que la dette soit convertie en obligations portant intérêt. Au lieu de créer de la monnaie libre pour la circulation, qui eut signifié 19\$ par tête en moyenne, il préfère créer un noyau de dette nationale de 19\$ par tête.

Hamilton qui, de par ses fonctions, devrait tenir secret son rapport et ses projets jusqu'au jour où il les présentera au Congrès, a soin d'entrevoir un par un les principaux congressmen, les plus influents à part des incorruptibles connus, et de les inviter à profiter de la transaction. «Comme les financiers internationaux ont fait tomber les certificats de dette à 15 pour cent de leur valeur nominale, les congressmen avertis en secret, sachant que les certificats seront transformés en débentures portant intérêt et garanties par la richesse de toute la nation, se hâtent de les cueillir en nombre à des escomptes énormes. La corruption produit son fruit: les têtes marquantes du Congrès ne peuvent que ratifier la consolidation de la dette publique proposée par Hamilton; des politiciens s'engraissaient déjà en sacrifiant leurs électeurs.

Jefferson résiste et dénonce «la prostitution des lois qui constituent les piliers de tout notre système». La classe agricole s'aligne avec Jeffer-

son. Mais les communications sont lentes à cette époque et la philosophie-dette d'Hamilton est imposée à la jeune nation.

Reste à sceller l'œuvre par l'établissement d'une banque centrale privée, pour créer et prêter la monnaie, selon les principes de la Banque d'Angleterre. Hamilton s'y attelle en 1791. Il ne rencontre guère d'opposition au Sénat, où logeaient alors, comme dans notre sénat canadien d'aujourd'hui, les représentants des puissances d'argent. Mais il doit faire face aux Jefferson, Madison, Adams, etc. Cependant il a acquis l'art de tromper et d'engluier. Il pare son argumentation d'un habit vertueux: «La constitution nationale a sagement défendu aux états individuels d'émettre du papier-monnaie; l'esprit de cette prohibition ne devrait pas être dédaigné par le gouvernement central lui-même, et le gouvernement des États-Unis se montrera sage en renonçant à l'usage d'un expédient aussi séduisant et aussi dangereux.»

Hamilton préfère voir cet expédient entre les mains de quelques particuliers possédant tous les privilèges sans la responsabilité d'aucun mandat. La Constitution est très précise, mais Hamilton, à force de ruse et d'habileté invente et fait prévaloir l'idée que la constitution implique d'autres pouvoirs non exprimés.

Lorsque la Chambre a voté la banque centrale privée, Georges Washington prie Madison de préparer un veto, mais il cède devant l'éloquence persuasive du cauteleux Hamilton. «L'expert financier» est vainqueur. La Chambre de Commerce de New-York, digne aïeule des Chambres de Commerce dont nous connaissons la complaisance envers les puissances d'argent, donne une réception spéciale à Hamilton pour célébrer la victoire remportée sur la nation.

Abraham Lincoln, homme loyal

La finance internationale avait pris possession de l'Amérique comme de l'Europe. Elle veillait continuellement pour maintenir et consolider ses positions. Un homme se leva un jour qui osa lui infliger un remarquable soufflet, ce fut le plus grand des présidents américains: Abraham Lincoln. Il le paya de sa vie ...

Fils de colon, n'ayant jamais eu l'avantage de fréquenter l'école, mais après avoir appris à lire sur les genoux de sa mère et avoir étudié la loi le soir après ses rudes journées de labeur au bois ou aux champs, Lincoln arriva à la Présidence des États-Unis à une époque critique, celle de la Sécession entre le nord et le sud sur la question de l'esclavage.

Doué d'un robuste bon sens et guidé par une droiture parfaite, Lincoln jugea que, si les banques privées fabriquent l'argent et le font accepter du public tout en ne le passant qu'à l'état de dette, le gouvernement souverain peut aussi bien le fabriquer lui-même et lui conférer au moins une aussi grande autorité. Il demanda donc à son secrétaire du Trésor, Chase, de faire successivement trois émissions de monnaie au total de 450 millions de dollars, en 1862-1863.

Ce sont les greenbacks. Remarquons seulement aujourd'hui qu'après une lutte légale entre les puissances financières et le gouvernement, 346 millions sont restés en circulation jusqu'à ce jour et sont aussi bonne monnaie que celle des banques. Mieux que cela, à la différence de la monnaie-dette des banquiers, les greenbacks n'ont pas chargé d'un seul dollar la dette publique des États-Unis. Si cette émission était venue par la voie ordinaire des banques, elle signifierait un accroissement de dix milliards à la dette publique américaine, de 1863 à 1938 (intérêt composé). Et si tout l'argent américain était ainsi fabriqué par le gouvernement, les États-Unis n'auraient pas de dette publique. On peut en dire autant du Canada. L'existence de la dette publique prouve que le système est faux, que la monnaie est viciée dès son origine.

Les banquiers internationaux comprenaient parfaitement la portée de l'acte posé par Lincoln et les réflexions qui précèdent sont corroborées par extrait du London Times (journal de la finance) de mars 1863: «Si la politique financière inaugurée par le gouvernement de Washington se perpétue, ce gouvernement fournira sa propre monnaie sans frais, il éteindra sa dette publique et n'aura plus jamais de dette publique. Il aura toute la monnaie nécessaire à son commerce. Il acquerra une prospérité sans précédent dans l'histoire des peuples civilisés. Les cerveaux et les fortunes du monde iront en Amérique. Il faut détruire ce gouvernement ou il détruira notre monarchie.»

Et le conseil fut suivi. Un complot ourdi par des créatures de la finance internationale, fit tomber le grand émancipateur sous la balle d'un voyou. Retenons tout de même cet aveu des oppresseurs de l'humanité, que la prospérité d'un pays découlera certainement d'une politique en vertu de laquelle le gouvernement de ce pays émettrait sans dette toute la monnaie nécessaire à la vie commerciale.

«La mort de Lincoln fut un désastre pour la chrétienté, écrit Bismarck (bien placé pour savoir ce qui se passait). Il ne se trouvait pas aux États-Unis d'homme assez grand pour chausser ses bottes. Les prêteurs d'argent ont repris l'offensive



Abraham Lincoln

pour s'emparer des richesses du monde. Je crains que les banquiers étrangers, avec leur astuce et leurs trucs tortueux, viennent à contrôler complètement les richesses de l'Amérique et s'en servent pour corrompre systématiquement la civilisation moderne. Ils n'hésiteront pas à plonger la Chrétienté toute entière dans les guerres et le chaos pour que la terre devienne leur héritage.»

Introduisons une autre figure qui, elle, n'est pas tombée sous une balle d'assassin. Il s'agit d'un de ces bassets que la finance londonienne délègue à notre continent sous couvert d'expertise financière, toutes les fois qu'il y a quelque chaîne importante à forger.

L'or et l'argent furent longtemps deux métaux employés simultanément pour les pièces monétaires. En 1818, l'Angleterre démonétisa l'argent. Puis comme elle possédait le contrôle de l'or, mais que d'autres pays possédaient des exploitations d'argent, ses financiers mirent tout en œuvre pour démonétiser l'argent partout et établir le règne exclusif de l'or. C'est en 1873 qu'ils s'attaquèrent à la monnaie d'Amérique. On nous chante souvent que l'or est, de tradition, la seule véritable monnaie. De 1789 à 1873, les deux métaux eurent le même prestige aux États-Unis, et l'établissement de l'éta-lon-or américain ne date après tout que de 1900. Pour une tradition !

Ernest Seyd, agent de la haute finance

Mais venons à Ernest Seyd. Ce fut lui l'agent de la finance internationale pour faire passer aux ►

► États-Unis une loi de démonétisation de l'argent et placer davantage l'Amérique sous le sceptre de la Rome financière du monde. Seyd était conseiller de la Banque d'Angleterre, du moins il le dit. Laissons-le raconter lui-même en peu de mots sa prouesse de 1873: **«J'allai en Amérique (il parle à Londres) durant l'hiver de 1872-1873, pour essayer de faire passer une loi pour démonétiser l'argent, parce que c'était dans l'intérêt de ceux que je représentais: les gouverneurs et directeurs de la Banque d'Angleterre. J'emportai avec moi 100,000 livres sterling (\$500,000), avec instruction que, si le montant était insuffisant, j'en pouvais tirer une autre fois autant, ou même davantage. Les banquiers allemands étaient aussi intéressés à mon succès. Je vis les comités de la Chambre et du Sénat; je payai l'argent et je demeurai en Amérique tant que ce fut nécessaire. J'eus assez de la somme prise avec moi.»**



Ernest Seyd

La loi fut signée de bonne heure en 1873, par le Président Grant qui avouait, huit mois plus tard, qu'il ne comprenait rien au texte signé. Plusieurs membres du Congrès ont laissé des déclarations écrites confessant la même ignorance. Seyd, lui, savait mieux et il disait un an plus tard au Sénateur Luckenbach:

«Votre peuple ne comprend pas maintenant l'immense portée de cette mesure, mais il la sentira dans quelques années...»

Le rapport du Congrès d'avril 1873 parle de Seyd comme d'un bienfaiteur: «Ernest Seyd, de Londres, écrivain distingué et expert en monnaie, actuellement parmi nous, a donné beaucoup d'attention au sujet de la frappe des monnaies. Après avoir examiné la première rédaction du bill, il a fait des suggestions intelligentes que le Comité a incorporées dans le texte de la loi.»

Le *Bankers' Magazine* (Revue des Banquiers), naturellement mieux au courant, écrivait dans son édition d'août 1873:

«En 1872, l'argent étant déjà démonétisé en France, en Angleterre et en Hollande, on leva \$500,000 de fonds et Ernest Seyd, de Londres, fut envoyé en ce pays (États-Unis) avec ces fonds, comme agent des obligataires et capitalistes étrangers, pour obtenir le même résultat – ce qui fut accompli.»

Crise économique suscitée par les banquiers

Les effets ne tardèrent pas à se faire sentir. Ce fut la crise, ou panique, de 1873, dont le sénateur Ferry du Michigan écrit: **«Des millions de personnes vivant dans de bonnes conditions de vie, furent réduites à la misère, ou accablées de dettes sous lesquelles elles devront ployer le dos jusqu'à la tombe, puis la postérité innocente en héritera et en portera le fardeau à son tour.»**

On n'a pas dû manquer de dire aux victimes de la crise que c'était la punition de leurs péchés ou de leurs extravagances. Ernest Seyd aurait pu mieux les renseigner.

Nous publions dans le prochain article de ce supplément, sous le titre «Lettres édifiantes», quelques lettres (alors confidentielles) et documents de 1863, 1877, 1893, 1913, 1920 – pour achever de broser le tableau et montrer la conspiration des banquiers dans le déclenchement des crises modernes, ainsi que leurs efforts pour contrôler la législation des Parlements.

Signalons seulement, en finissant cette multitude d'apparitions de banquiers sur la scène, l'intervention de Paul Warburg, financier international de Londres, dans la préparation de la loi de 1913 pour l'établissement du système américain de banques centrales, afin qu'elle soit bien à la sauce internationale.

Les financiers de la haute ne sommeillent pas. Devant la révolte «grondante» d'un monde qui s'éveille à la réalité, ils mettent tout en œuvre pour défendre leur monopole. Lors de l'assemblée de l'Association des Banquiers Américains à Boston, en octobre 1937, on eut soin d'insister sur l'importance de façonner la jeunesse des écoles par des leçons ou des conférences glissées adroitement par les banquiers locaux, par des concours scolaires présentés et corrigés par eux, etc.; et pour les adultes la surveillance des journaux, l'insertion d'articles préparés par les banquiers ou leurs publicistes, l'élimination d'articles de nature à blesser le prestige des banques, faisant au besoin jouer le facteur décisif de l'influence par l'entremise des annonceurs.

Au Canada, nous sommes tout à fait à l'unisson de Londres en fait de système financier: monnaie-dette, contrôlé par les banques, débetures gouvernementales, dettes publiques. Nous avons, nous aussi, depuis 1934, notre banque centrale, qui n'a pas augmenté d'un denier le pouvoir d'achat des Canadiens: elle n'est pas faite pour eux, malgré son nom. On eut soin, à cette occasion, d'aller chercher le secrétaire de la Banque d'Angleterre pour la

mettre sur pied; ce n'est pas de la faute de Bennett si M. Osborn n'eut que le titre de sous-gouverneur, c'était bien la première place qui lui était réservée, n'eut été un certain restant de fierté patriotique chez les esclaves d'une exploitation coloniale de la finance internationale.

Avec quelle souplesse et quelle promptitude aussi, le gouvernement de celui qui déclarait si haut, en 1935, que si il arrivait au pouvoir, il verrait à ce que le gouvernement reprenne le contrôle de la monnaie et du crédit, car la démocratie est un vain mot quand ce sont les banquiers et les financiers qui détiennent le contrôle – avec quelle souplesse et quelle promptitude le gouvernement de ce même beau parleur, devenu Premier Ministre du Canada, n'a-t-il pas désavoué des lois qui, après tout, voulaient établir dans une province ce que lui-même avait promis d'établir dans le dominion, mais qu'il ne se pressait guère d'accomplir!

Conclusion

Elle est belle, n'est-ce pas, l'histoire de ce monopole de l'argent que s'obstinent encore à défendre de bons Canadiens en chair et en os — et nous en avons rencontré! — Et il est beau le résultat! «Ceux qui contrôlent l'argent et le crédit sont devenus les maîtres de nos vies, et sans leur permission nul ne peut plus respirer!» (Le Pape Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo anno*). Une autre voix citée plus haut, disait, il y a déjà un demi-siècle: «Ils veulent que la terre devienne leur héritage».

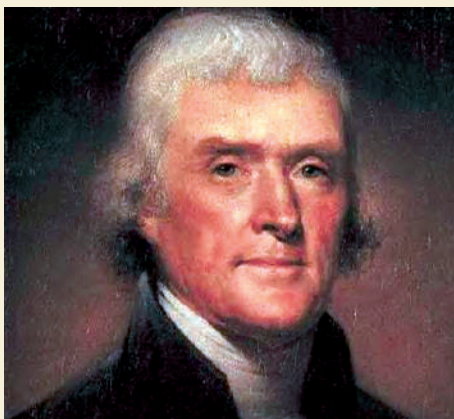
Et la Terre est devenue leur héritage. Quel pays donc n'est pas endetté? Si toute notre planète est endettée, ce n'est pas envers les habitants de Mars ni de Venus. Elle l'est, et toute entière, envers la clique organisée de malfaiteurs publics dont nous venons d'esquisser quelques empiètements succes-

sifs, les fomentateurs de guerres, les affameurs de femmes et d'enfants, les empoisonneurs de nos vies, les «bandits qui remplacent le masque noir par un œillet blanc à la boutonnière et qui, à un pistolet, préférèrent le stylographe empourpré.» (Abbé Coughlin).

C'est devant ce monstre international que nous plions religieusement les genoux, ou que nous courbons docilement l'échine! L'histoire ne nous offre pas d'autre exemple de cet abaissement idiot de tout un monde, sauf dans l'adoration du démon et des idoles de pierre ou de métal pendant plus de quarante siècles. Alors aussi les savants du jour protégeaient de leur nom et de leur prestige un culte qui nous fait hausser les épaules aujourd'hui. Alors aussi les puissants du jour formaient une haie protectrice autour de pratiques stupides et une sévère législation défendait le trône du dictateur infernal qui se jouait de l'humanité. Nos enfants pourront dire la même chose de notre civilisation actuelle.

Nous admirons le déploiement de protestations énergiques que font des hommes publics contre les menaces du communisme. Mais nous souhaiterions entendre des dénonciations plus violentes encore, et surtout voir prendre des mesures décisives, contre un fléau qui ne se contente pas de nous menacer, mais qui nous écrase sans pitié de plus en plus et qui, après tout, est la plus belle invitation aux activités des communistes. Comme nous le disait un jour le Père L., il y a les bolchevistes d'en-bas, mais il y a aussi ceux d'en-haut. Oui, ceux d'en-bas montrent le poing et les dents et poussent quelques hurlements qui font trembler: des hommes publics s'émeuvent. Mais ceux d'en-haut tiennent la comptabilité publique, inspirent la législation et font pleurer et mourir à petits coups des multitudes innocentes: les hommes publics se taisent!

Louis Even



Thomas Jefferson, Secrétaire d'État américain qui fut toujours opposé au régime d'argent-dette émis par les banques privées, écrivit en 1816:

«Je crois sincèrement que les établissements bancaires sont plus dangereux que les armées prêtes au combat, et que le principe de dépenser de l'argent devant être remboursé par la postérité sous le nom d'emprunts, n'est qu'une façon d'hypothéquer l'avenir sur une grande échelle.»

Qui sont les vrais Maîtres du Monde ?

(Deuxième partie)

par Louis Even

Ce dossier révélateur contre le vol du système bancaire est tiré des «Cahiers du Crédit Social» de février 1939. Tout comme la première partie, les informations sont tirées du livre de Gertrude Coogan, «Money Creators», publié aux États-Unis en 1935:

Dans l'article précédent, nous donnions une esquisse de l'emprise de la finance internationale sur la civilisation de deux continents au cours des deux cent cinquante dernières années. Nous notions en passant l'action remarquable de Lincoln pour affranchir l'Amérique d'un joug dont il comprenait toute la hideur (*horreur*). À nulle époque peut-être, dans le passé, les financiers internationaux ne trouvèrent-ils leur monopole aussi directement menacé, et quelques documents contemporains nous renseignent sur leurs activités en même temps que sur l'esprit qui les a toujours animés.

Création de la monnaie par Abraham Lincoln

On sait que Lincoln fit trois émissions de monnaie, sans passer par les banques et sans signer de débentures (obligations), pour un montant total de 450 millions. Ce furent les greenbacks, dont, après quinze années de litige, il en resta définitivement 346 millions en circulation. C'était la première fois que le gouvernement américain exécutait le mandat qui lui est confié par la constitution: la création de la monnaie et la réglementation de sa valeur. C'était secouer le joug imposé par les financiers internationaux dès le berceau de la grande république. C'était aussi poser un acte qui pourrait trouver des imitateurs et signifier la fin du contrôle par les profiteurs privés. Aussi les intéressés eurent-ils soin d'intervenir rapidement. Les financiers internationaux pressèrent les banquiers de la nation américaine de «soutenir les journaux quotidiens et hebdomadaires qui dénonceraient l'émission de greenbacks, et de retirer leur patronage et leurs faveurs à tous ceux qui ne s'opposeraient pas à l'émission de monnaie par le gouvernement.»

Les États-Unis étaient en proie à la guerre civile, la guerre de sécession. Les souffrances du

peuple ne touchaient aucunement les financiers internationaux qui avaient eux-mêmes décidé, plus de trois ans auparavant, qu'il fallait provoquer une guerre pour affaiblir les États-Unis, afin d'y mieux affermir leur monopole. Ce qui les oubliait, c'est qu'en plein cœur de cette guerre, le chef du pays qu'ils voulaient passer sous leur botte osa défier leur puissance. Aux efforts courageux et honnêtes de Lincoln, il fallait opposer une campagne d'influence sur les dirigeants des cercles financiers américains et sur l'entourage du Président.

La circulaire infâme de 1862, signée par Hazzard, du groupe international de Londres, favorisait l'abolition de l'esclavage de la personne, mais seulement pour le remplacer par un esclavage de forme plus subtile. Remarquons en passant qu'il convenait qu'une circulaire approuvant l'abolition de l'esclavage sortit du groupe de Londres, puisque les financiers internationaux avaient décidé que le groupe de Londres soutiendrait financièrement le nord, tandis que le groupe de Paris soutiendrait financièrement le sud, faisant durer la guerre assez longtemps pour affaiblir la nation américaine et lui passer les menottes.

La circulaire de Hazzard fut donc adressée à tous les banquiers d'Amérique, ainsi qu'à chaque sénateur et à chaque membre du congrès: «L'esclavage de la personne sera probablement aboli par la force de la guerre. Mes amis d'Europe et moi-même favorisons ce résultat, car l'esclavage n'est que la possession du travailleur et comporte pour le maître l'obligation de nourrir et faire vivre ses esclaves pour profiter de leur travail; tandis que, dans le plan européen, conduit par l'Angleterre, c'est le capital (le prêteur d'argent) qui contrôle le travail en contrôlant les salaires.» (C'est le plus ou moins d'argent en circulation qui détermine en définitive le niveau des salaires.)

«Ce résultat s'obtient par le contrôle de l'argent. Les prêteurs d'argent verront à ce que la guerre entraîne une grosse dette qui permettra de contrôler le volume de la monnaie. Pour cela, il faut que les débentures (obligations) servent de base à la banque. Nous attendons maintenant que le secrétaire du Trésor fasse cette recommandation au Congrès.

«Ce n'est pas bon de laisser circuler tant soit longtemps la monnaie nationale (les greenbacks),

Non seulement l'Afrique mais tous les continents sont devenus la proie des financiers



car nous ne pouvons contrôler cette monnaie-là. Mais nous pouvons contrôler les débetures (obligations).»

Dix ans plus tard, l'Amérique avait subi la transformation de l'esclavage personnel en dictature financière, et Horace Greeley pouvait écrire en 1872: «Nous avons brisé les liens de quatre millions d'êtres humains et placé tous les travailleurs sur le même palier, non pas tant en élevant les anciens esclaves qu'en réduisant pratiquement toute la population ouvrière, les blancs comme les noirs, à l'état de servitude. Tout en nous vantant de nobles actions, nous avons soin de dissimuler une plaie sociale purulente: par notre système monétaire inique, nous avons nationalisé un système d'oppression qui, s'il est plus raffiné, n'est pas moins cruel que l'ancien esclavage de la personne.»

Un homme d'état de l'époque, le chancelier Bismark, d'Allemagne, était bien placé et ren-

seigné pour comprendre mieux que beaucoup d'autres ce qui se passait. La révélation faite par lui à l'Allemand Conrad Siem en 1876 jette une lumière sur la trame d'événements auxquels nous venons de faire allusion:

«La division des États-Unis en fédérations de forces égales fut décidée longtemps avant la guerre civile par les hautes puissances financières d'Europe. Ces banquiers craignaient que la nation américaine, en restant un bloc uni et solide, renversât leur domination financière sur l'univers. La voix des Rothschild prévalut. Ils prévoyaient d'immenses avantages s'ils pouvaient substituer deux démocraties faibles, endettées aux financiers, à une république vigoureuse qui se suffisait pratiquement à elle-même. Aussi envoyèrent-ils leurs émissaires exploiter la question de l'esclavage et, au lieu d'arriver à une entente, creuser un abîme entre les deux parties de la république. Lincoln ne soupçonnait pas ces machinations souterraines. Il était contre l'esclavage et fut élu comme tel. Son caractère l'empêchait d'être l'homme d'un parti. Lorsqu'il eut les affaires bien en main, il s'aperçut que ces financiers sinistres d'Europe voulaient faire de lui l'exécuteur de leurs desseins. Ils rendirent la rupture entre le nord et le sud imminente, puis la firent éclater. La personnalité de Lincoln les surprit. Sa candidature ne les avait pas impressionnés: ils pensaient pouvoir facilement duper ce simple bûcheron. Mais Lincoln lut leur plan et comprit que le principal ennemi n'était pas le sud, mais les financiers.»

Système monétaire esclavagiste

La citation de Bismarck mentionne les Rothschild. Cette famille puissante a contribué largement à instaurer dans le monde le système monétaire de philosophie parfaitement esclavagiste que subit toute l'humanité. Décorée de titres aujourd'hui, elle opère plus silencieusement, mais non moins efficacement, avec d'autres congénères.

À l'époque considérée, ils étaient au premier rang pour essayer de mettre le grappin sur l'Amérique qu'ils n'avaient ni découverte ni défrichée. Les documents qui suivent sont révélateurs de la mentalité des maîtres de l'argent; ils démontrent aussi, combien nous avons tort de dormir pendant que les loups rôdent, ou de nous laisser hypnotiser par les beaux champions de la «monnaie saine». Où étaient donc à cette époque les lumières du peuple? Pourquoi Lincoln devait-il lutter seul, ►

► incompris, mal soutenu même par son congrès? Et où sont-elles aujourd’hui, chez nous, les lumières du peuple, pendant qu’on immole continuellement la santé physique, les valeurs intellectuelles, les caractères et les vies de nos enfants, de nos jeunes gens, de nos femmes, de nos hommes, à la rareté artificielle de l’argent?

DOCUMENT I

Lettre des Frères Rothschild à une firme bancaire internationale

La lettre suivante, datée du 25 juin 1863, des Frères Rothschild, de Londres, est adressée à une firme bancaire internationale de New-York:

MM. Ikleheimer, Morton & Vandergould, New-York.

Messieurs,

Un certain M. John Sherman nous écrit d’une ville de l’Ohio, concernant les profits que pourrait faire une institution bancaire opérant à la faveur d’une loi récente soumise à votre Congrès. Nous vous incluons copie de la lettre de M. Sherman. Apparemment, la loi en question fut préparée conformément au plan formulé l’été dernier par l’Association des Banquiers d’Angleterre. Cette association recommandait à nos amis américains ce plan qui, traduit en loi, serait très profitable à la fraternité des banquiers dans le monde entier.

M. Sherman déclare que jamais les capitalistes n’eurent aussi belle occasion d’accumuler de l’argent, et que l’ancien système des banques d’états est tellement impopulaire que le nouveau système va être reçu avec faveur, malgré qu’il donne aux National Banks le contrôle absolu de la finance du pays. Les quelques Américains capables de comprendre le système, dit-il, ou bien sont intéressés au profit du nouveau système ou bien en dépendent pour des faveurs; ce ne sont donc pas eux qui feront opposition. Quant aux autres, la grande masse du peuple, ils sont mentalement incapables de saisir les immenses avantages qu’en tirera le capital et ils vont accepter le fardeau sans se plaindre, peut-être même sans soupçonner que le système est contraire à leurs intérêts.

Veuillez nous passer vos conseils là-dessus, et aussi nous dire si vous pouvez nous aider au cas où nous déciderions d’établir une National Bank dans la ville de New-York. Si vous connaissez M. Sherman (on dit que c’est lui qui fut le parrain de la loi), nous serons contents d’avoir des renseignements sur son compte. Si nous nous servons de l’information qu’il nous a transmise, nous saurons

évidemment faire due compensation.

Attendant votre réponse, nous demeurons,
Vos serviteurs respectueux,

Rothschild Brothers.

Nous prions nos lecteurs de méditer attentivement ce document. Ils y verront au moins: que la loi bancaire américaine de 1862 fut rédigée d’après un plan élaboré à Londres; que cette loi était préparée pour le grand profit de la fraternité des banquiers du monde entier (peste du peuple américain!); qu’un homme public américain membre du Congrès, aspirant à la plus haute représentation de ses concitoyens, traitait avec les Rothschild de Londres pour le profit des banquiers; que ce même homme public (Sherman) divisait les Américains en trois classes, toutes faciles à bien tenir à genoux: les intéressés, les aspirants aux faveurs des financiers et la multitude ignorante. Cette dernière accepte tout “sans se plaindre”, sans même soupçonner qu’on la sacrifie. Évidemment, un individu comme Sherman est un homme à pousser et à récompenser.

DOCUMENT II

Réponse de la firme bancaire aux Frères Rothschild, datée du 5 juillet 1863

MM. Rothschild Brothers,
Londres (Angleterre).

Messieurs,

Nous accusons réception de votre lettre du 25 juin, dans laquelle vous parlez de l’Hon. John Sherman, de l’Ohio, concernant les avantages et les profits à retirer d’un placement américain aux termes de la loi des National Banks.

Le fait que M. Sherman parle favorablement d’un tel placement ou d’un autre analogue, est certainement d’un grand poids, car ce monsieur possède à un degré marqué les caractéristiques distinctives du financier moderne adroit. Il est doué d’un tempérament tel que, quels que soient ses sentiments, il ne perd jamais de vue la chance principale. Jeune, sagace, ambitieux, il a les yeux fixés sur la présidence des États-Unis et est déjà membre du Congrès. Il pense à bon droit qu’il a tout à gagner, politiquement et financièrement (il a des ambitions financières aussi), en soignant l’amitié de personnes et d’institutions financièrement riches qui, au besoin ne sont pas trop scrupuleuses dans leurs méthodes, soit pour obtenir l’aide du gouvernement, soit pour se protéger contre une législation adverse. Ici nous avons implicitement confiance en lui. Son intelligence

et son ambition se combinent pour nous en faire un instrument précieux. Vraiment, si sa carrière n'est pas trop courte, nous prédisons qu'il sera le meilleur ami que les intérêts monétaires mondiaux n'aient jamais eu en Amérique.

Concernant l'organisation ici d'une National Bank et la nature et les profits d'un tel placement, nous prenons la liberté de vous référer à la circulaire imprimée ci-incluse. Les demandes de capitalistes européens sur ce sujet sont si nombreuses que nous avons cru plus commode d'exprimer nos vues sous une forme imprimée.

Si vous décidez d'instituer une banque dans cette ville, nous serons heureux de vous assister. Nous pouvons facilement trouver des amis financiers pour composer un directorat satisfaisant et remplir les positions officielles non occupées par les représentants personnels que vous enverrez.

Vos très obéissants serviteurs,
Ikleheimer, Morton & Vandergould.

La finance canonise les grands profiteurs

L'homme public que la finance canonise: l'adroit, le sagace, l'ambitieux, celui qui sacrifie tout à sa fin, qui sait s'allier les institutions financières riches et pas trop scrupuleuses.

La bonne loi pour l'Amérique: celle qui intéresse tellement les capitalistes européens qu'il faut faire imprimer une circulaire pour répondre à leurs demandes de renseignements.

La circulaire doit être édifiante elle aussi, sortant d'un pareil repaire de bandit. En effet, la circulaire exprimant les vues de la firme new-yorkaise (mais pas américaine) contient seize points, dont ceux numérotés 12, 13, 14 et 15 seront particulièrement appréciés de ceux qui veulent connaître l'ennemi public n°1. Les voici:

12. - Cette monnaie (billets de banque) est imprimée par le gouvernement des États-Unis sous une forme tellement semblable à la monnaie nationale (greenback) que la plupart des gens ne remarqueront pas la différence, bien que la nouvelle monnaie ne soit qu'une promesse de payer faite par la banque.

13. - La demande d'argent est si pressante que le banquier pourra prêter cette monnaie aux clients, à son comptoir, à escompte, au taux de 10 pour cent à 30 et 60 jours d'échéance, faisant un intérêt de 12% sur la monnaie.

14. - L'intérêt sur les obligations, plus l'intérêt sur la monnaie que les obligations garantissent, plus les incidences des transactions devraient

faire pour la banque des gains bruts de 28 à 33%. Les montants des dividendes à déclarer dépendront surtout des salaires que les officiers de la banque se voteront à eux-mêmes et du caractère et des loyers des locaux occupés par la banque pour ses affaires. Au cas où l'on juge mieux de ne pas laisser paraître un chiffre de profits trop élevé, la méthode ordinaire aujourd'hui en usage est de laisser les directeurs acheter l'édifice de la banque, puis de hausser les loyers en faveur de ces directeurs-proprétaires; on augmente aussi les salaires du président et du caissier.

15. - Les «National Banks» ont le privilège soit d'augmenter soit de diminuer leur circulation, à volonté, et naturellement aussi d'accorder ou de refuser des prêts comme bon leur semble. Comme les banques ont une organisation nationale et peuvent facilement agir à l'unisson dans la politique d'octroi ou de refus des prêts, elles peuvent, par leur action concertée dans le refus de prêts, causer une rareté de l'argent sur le marché monétaire et, en une seule semaine ou même en un seul jour, causer une baisse dans tous les produits du pays. Les immenses possibilités de spéculation impliquées dans le contrôle de la monnaie d'un pays comme les États-Unis, seront immédiatement comprises par tous les banquiers.

Confiscations en période de crise

Soulignons ce dernier alinéa. Par leur action concertée, les banques peuvent, en quelques jours, rendre l'argent rare et faire tomber tous les prix, et cela leur fournit d'immenses possibilités de spéculation. La politique des banques, c'est la rareté de l'argent. Les «inflation» momentanées qui sont aussi leur œuvre, ne peuvent durer; elles entrent dans le plan pour promouvoir des engagements et préparer les grosses confiscations des périodes de crise qui suivront sans tarder.

L'argent doit manquer continuellement entre les mains du peuple, afin que le peuple vienne toujours, par ses gouvernements ou ses entrepreneurs agricoles et industriels, en emprunter à la source des profits privés. Cette politique d'argent rare, d'épuisement monétaire du public, est clairement exprimée dans la circulaire suivante, expédiée en 1877, du numéro 247, rue Broadway, New-York, à tous les banquiers des États-Unis, au nom de l'Association des Banquiers de New-York, Philadelphie et Boston. La circulaire est signée du nom de James Buel, le secrétaire de l'association:

«Cher Monsieur, — Il est recommandable de ►

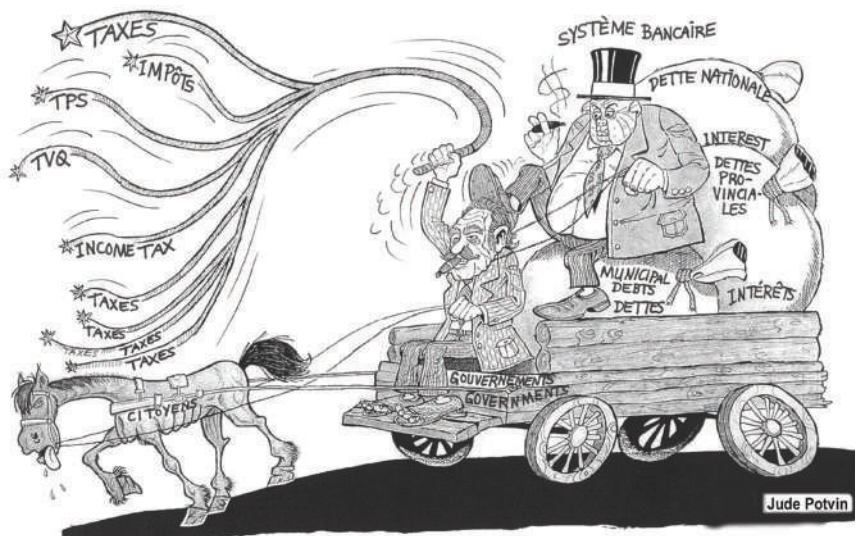
► faire tout en votre pouvoir pour soutenir tels journaux quotidiens ou hebdomadaires importants, surtout les organes agricoles et religieux, qui s'opposeront à l'émission de monnaie nationale (greenbacks), et de retirer votre patronage à tous les requérants qui ne sont pas prêts à s'opposer à l'émission d'argent par le gouvernement. Que le gouvernement se contente de la frappe des pièces et que les banques seules émettent le papier monnaie du pays; c'est ainsi que nous pourrions mieux nous protéger mutuellement. Rappelez la loi qui crée les billets de banque et remettre au gouvernement le soin d'émettre toute monnaie, ce serait permettre au peuple d'avoir de l'argent, et cela affecterait sérieusement nos profits individuels comme banquiers et comme prêteurs. Voyez immédiatement votre congressman (député) et engagez-le à soutenir nos intérêts afin que nous puissions contrôler la législation.»

Voir son député pour l'engager à soutenir les intérêts des financiers afin que les financiers contrôlent la législation! Avons-nous raison, nous (les promoteurs) du Crédit Social, d' enrôler et organiser le peuple, la multitude des citoyens, pour faire une pression efficace sur les députés et annuler la pression depuis longtemps organisée de la finance et de la banque? La circulaire citée est de 1877 et, depuis ce temps, la fraternité des banquiers n'a rien relâché de sa force organisée, au contraire. Les événements récents nous le prouvent.

La circulaire de 1893

Il ne faut pas que le peuple ait de l'argent, il faut qu'il dépende continuellement des banquiers. En coupant les vivres monétaires par la restriction de l'argent et du crédit, les banques causent les dépressions, font tomber les prix et raflent la richesse. On nous dit que c'est une panique, une perte générale de confiance, mais qu'est-ce qui cause cette panique, qu'est-ce qui détruit la confiance? On a appelé «Circulaire de la panique» la circulaire adressée par l'Association des Banquiers Américains, le 12 mars 1893, à toutes les National Banks des États-Unis. C'était une semaine après l'inauguration du terme du président Cleveland, et les banquiers voulaient le rappel de la Loi de l'Argent passée trois années auparavant: cette loi neutralisait en partie la loi

Gouvernements, au lieu de fouetter le peuple, fouettez donc le banquier



Si le pays créait l'argent pour le peuple, finis les dettes, taxes, chômage, faillites

néfaste de 1873 dont nous parlions dans le Cahier de janvier. Les banques trouvaient le peuple trop indépendant d'elles; il fallait diminuer l'argent en circulation. Voici le texte de la circulaire datée du 11 mars 1893 et expédiée le lendemain:

«Cher Monsieur,

Les intérêts des banques exigent une législation financière immédiate de la part du Congrès. Il faut que les pièces d'argent, les certificats-argent et les billets du Trésor soient retirés de la circulation et que nos billets de banque sur base d'or (base dette publique) soient rendus seule monnaie légale. Cela exigera l'autorisation de nouvelles débetures (dettes) de 500 millions à un milliard comme base de la circulation. Vous retirerez donc immédiatement un tiers de vos billets en circulation et vous rappellerez la moitié de vos prêts en cours. Ayez soin de faire sentir la pénurie d'argent à vos clients, particulièrement aux hommes d'affaires. Préconisez une session extraordinaire du Congrès pour rappeler la clause d'achat de la loi Sherman, et agissez de concert avec les autres banques de votre ville pour obtenir du public une pétition monstre au Congrès en faveur du rappel sans conditions, d'après la formule ci-annexée. Servez-vous de votre influence personnelle près de votre congressman (député) et surtout exprimez nettement vos désirs à vos sénateurs. La vie future des banques demande une action immédiate, parce qu'il existe une tendance marquée en faveur des pièces d'argent et du papier monnaie légal émis par le gouvernement.»

L'Association bien organisée des banquiers

gagna la partie contre un public non organisé. Une session spéciale du Congrès fut convoquée expressément pour démolir la confiance grandissante du peuple envers la monnaie gouvernementale. Pour obliger le peuple à recourir aux banques, il fallait la rareté de l'argent; on la fit sentir dans toute l'Amérique et ce fut la crise qu'on appellera panique de 1893.

Est-ce le ciel, la température ou le hasard qui causent les crises? La rareté de l'argent est-elle provoquée sans dessein? Qui en profite? Le passage suivant est extrait d'une circulaire confidentielle de banquiers précédant de deux ans la panique de 1893:

«Nous autorisons nos agents de prêts des États de l'Ouest à prêter nos fonds sur immeubles, remboursables le 1er septembre 1894, aucune échéance ne devant dépasser cette date. Le 1er septembre 1894, nous refuserons catégoriquement tout renouvellement de prêt. Ce jour-là, nous exigerons le remboursement de notre argent, sous peine de saisie des biens gagés. Les propriétés hypothéquées deviendront nôtres. Nous pouvons ainsi acquérir, au prix qu'il nous plaira, les deux tiers des fermes à l'ouest du Mississippi et des milliers d'autres à l'est de ce grand fleuve.

«Nous pourrions même posséder les trois quarts des fermes de l'ouest et tout l'argent du pays. Les cultivateurs ne seront plus alors que des locataires, comme en Angleterre.» (Fin du texte)

Les saignées périodiques continuent, et les crises aussi. La panique de 1907 n'eût pas d'autre cause que la concentration du crédit, celle de 1920, ni la crise actuelle non plus.

En mai 1920, une assemblée fut tenue secrètement par les membres de la Chambre de Réserve Fédérale, le conseil consultatif de Réserve Fédérale et 36 directeurs de la classe A des banques de Réserve Fédérale. On sait qu'il s'agit du système américain de 12 banques centrales, propriétés privées des banques membres, système établi sur le plan décidé à Londres, par l'intervention du financier international Paul Warburg. Après une discussion d'une journée, l'assemblée décida une contraction de la monnaie et du crédit de la nation. Ce fut fait, et dès juillet suivant, tous les prix s'affaîsèrent, les produits agricoles tombèrent à moins de la moitié de leur prix, on eut la crise de 1920-22.

L'émission du crédit par les banques à l'état de dette, et le remboursement de ces crédits aux conditions posées par les banquiers placent le monde à la discrétion des banquiers qui opèrent sur un palier international. Les crises sont universelles. Tous sont frappés.

En 1929, la compression soudaine des crédits fit baisser de 20 milliards aux États-Unis les dépôts et prêts à demande. Cette saignée pouvait bien affaiblir le corps économique; les transactions par chèques baissèrent de 1 200 milliards, les deux tiers de la monnaie à la disposition du commerce et de l'industrie.

Si le banquier est le créateur du crédit qui sert de monnaie, il en est aussi le destructeur, et le passage de ce crédit dans le corps économique lui laisse une dette cancéreuse.

Le grand Pape Pie XI disait juste: «Ceux qui contrôlent la monnaie et le crédit sont devenus les maîtres de nos vies.» (Encyclique *Quadragesimo anno*.)

Conclusion

La haute finance est organisée pour contrôler la législation, pour dicter à l'univers son niveau de vie. Il ne faut rien de moins, pour terrasser cet ennemi puissant, que l'organisation de tout le peuple, de la multitude elle-même.

D'aucuns nous blâment, nous (les propagandistes) du Crédit Social, de présenter la question monétaire au public, au lieu de la discuter simplement avec les économistes ou les autorités. Nous le faisons, parce que nous voulons des résultats, nous voulons un changement qui presse. Si, au temps de Lincoln, le public américain avait connu la question monétaire, ce n'est pas l'assassinat de ce grand homme qui aurait permis à la finance de resserrer ses mailles sur le continent américain. Si le public canadien de toutes les provinces avait étudié la question monétaire dès 1933 comme on l'a fait généralement en Alberta, la crise serait finie depuis 1935 et la finance internationale n'aurait plus rien à dire dans nos destinées. Des hommes isolés, on en a toujours trouvés, et ce furent souvent des héros; mais parce qu'ils ne surent ou ne purent passer leur lumière au peuple, le peuple est resté dans la servitude. Jefferson, Lincoln, Greeley, Lindberg, Woodrow Wilson, et d'autres aux États-Unis constatèrent, dénoncèrent, mais rien ne changea, parce que la multitude ignorait.

Ce ne sont pas les discussions académiques dans des chambres bien confortables qui vont faire cesser la misère, si oui elle le serait depuis longtemps.

Les fronts couronnés de titres ou de diplômes qui se contentent d'assister, passifs, sinon récalcitrants, à la grande lutte pour la libération économique, peuvent simplement s'attendre à se voir découronner de leur prestige lorsque le public, enfin éclairé et délivré, se demandera où étaient ses lumières pendant qu'il gémissait dans la servitude.

Louis Even



Il est impossible de rembourser les dettes des pays

Puisque tout l'argent est créé par les banques sous forme de dettes

par Alain Pilote

Il est important de comprendre ce point: la dette totale ne peut jamais être remboursée, car elle représente de l'argent qui n'existe pas. Louis Even l'a expliqué brillamment dans sa parabole de l'Île des Naufragés (voir page 3 et suivantes). Dans cette parabole, le banquier Martin prête l'argent à un taux de 8%, mais n'importe quel taux d'intérêt, même 1%, créerait une impossibilité mathématique de rembourser le prêt en entier, capital et intérêt.

Supposons que les cinq naufragés sur l'île décident d'emprunter du banquier Martin une somme totale de 100 dollars, à un taux d'intérêt de 6%. À la fin de l'année, les cinq naufragés doivent rembourser au banquier Martin l'intérêt de 6%, soit 6\$. 100\$ moins 6\$ = 94\$, il reste donc 94\$ en circulation sur l'île. Mais la dette de 100\$ demeure. Le prêt de 100\$ est donc renouvelé, et un autre 6\$ doit être payé à la fin de la deuxième année. 94\$ moins 6\$, il reste 88\$ en circulation. Si les cinq naufragés continuent ainsi de payer 6\$ d'intérêt à chaque année, au bout de 17 ans, il ne restera plus d'argent sur l'île. Mais la dette de 100\$ demeurera, et le banquier Martin sera autorisé à saisir toutes les propriétés des habitants de l'île.

La production de l'île avait augmenté, mais pas l'argent. Ce ne sont pas des produits que le banquier exige, mais de l'argent. Les habitants de l'île fabriquaient des produits, mais pas d'argent. Quand bien même les cinq habitants de l'île travailleraient jour et nuit, cela ne fera pas apparaître un sou de plus en circulation. Seul le banquier a le droit de créer l'argent. Il semblerait donc que pour la communauté, il n'est pas sage de payer l'intérêt annuellement.

Même emprunter l'intérêt ne règle pas le problème, mais ne fait que retarder la faillite finale. Voyez plutôt: reprenons donc notre exemple au début. À la fin de la première année, les cinq naufragés choisissent donc de ne pas payer l'intérêt, mais de l'emprunter de la banque, augmentant ainsi le prêt à 106\$. (C'est ce que nos gouvernements font, puisqu'ils doivent emprunter pour payer seulement l'intérêt sur la dette.) «Pas de problème, dit le banquier, cela ne représente que 36¢ de plus d'intérêt, c'est une goutte sur le prêt de 106\$!» La

dette à la fin de la deuxième année est donc: 106\$ plus l'intérêt à 6% de 106\$ — 6,36\$ — pour une dette totale de 112,36\$.

Croissance d'une dette de \$100 à 6% d'intérêt

Année	Capital original emprunté	Dette à la fin de l'année	Intérêt dû à la fin de l'année	Argent en circulation
1	100 \$	106,00 \$	6,00 \$	100 \$
2	100 \$	112,36 \$	6,36 \$	100 \$
3	100 \$	119,10 \$	6,74 \$	100 \$
4	100 \$	126,25 \$	7,15 \$	100 \$
5	100 \$	133,82 \$	7,57 \$	100 \$
10	100 \$	179,08 \$	10,14 \$	100 \$
20	100 \$	320,71 \$	18,15 \$	100 \$
30	100 \$	574,35 \$	32,51 \$	100 \$
40	100 \$	1 028,57 \$	58,22 \$	100 \$
50	100 \$	1 842,02 \$	104,26 \$	100 \$
60	100 \$	3 298,77 \$	186,72 \$	100 \$
70	100 \$	5 907,59 \$	334,39 \$	100 \$

Au bout de 5 ans, la dette est de 133,82\$, et l'intérêt est de 7,57\$. «Pas si mal», se disent les cinq naufragés, l'intérêt n'a augmenté que de 1,57\$ en cinq ans.» Mais qu'en est-il au bout de 50 ans?

La dette augmente relativement peu les premières années, mais augmente ensuite très rapidement. A remarquer, la dette augmente à chaque année, mais le montant original emprunté (argent en circulation) demeure toujours le même: 100 \$. En aucun temps la dette ne peut être payée, pas même à la fin de la première année: seulement 100 \$ en circulation et une dette de 106 \$. Et à la fin de la cinquantième année, tout l'argent en circulation (100 \$), n'est même pas suffisant pour payer l'intérêt sur la dette: 104,26 \$.

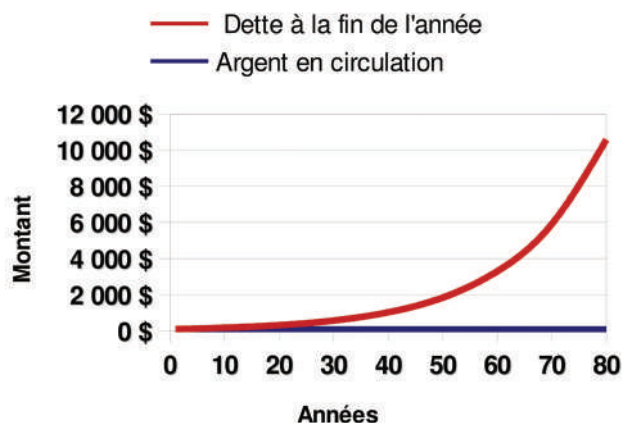
Tout l'argent en circulation est un prêt, et doit retourner à la banque grossi d'un intérêt. Le banquier crée l'argent et le prête, mais il se fait promettre de se faire rapporter tout cet argent, plus d'autre qu'il ne crée pas. Seul le banquier crée l'argent: il crée le capital, mais pas l'intérêt (Dans l'exemple plus haut, il crée 100 \$, mais demande 106 \$).

Le banquier demande de lui rapporter, en plus du capital qu'il a créé, l'intérêt qu'il n'a pas créé, et que personne n'a créé. Il est impossible de rembourser de l'argent qui n'existe pas, les dettes ne peuvent donc que s'accumuler. La dette publique est faite

d'argent qui n'existe pas, qui n'a jamais été mis au monde, mais que le gouvernement s'est tout de même engagé à rembourser. C'est un contrat impossible, que les financiers représentent comme un contrat sain à respecter, même si les humains dussent en crever.

Croissance de la dette

Pour maintenir seulement \$100 en circulation en empruntant à un taux d'intérêt de 6%



En mettant sur un graphique la dette cumulative des cinq habitants de l'île, où la ligne horizontale est graduée en années, et la ligne verticale graduée en dollars, et en joignant tous les points obtenus pour chaque année par une ligne, nous obtenons une courbe qui permet de mieux voir l'effet de l'intérêt composé et la croissance de la dette:

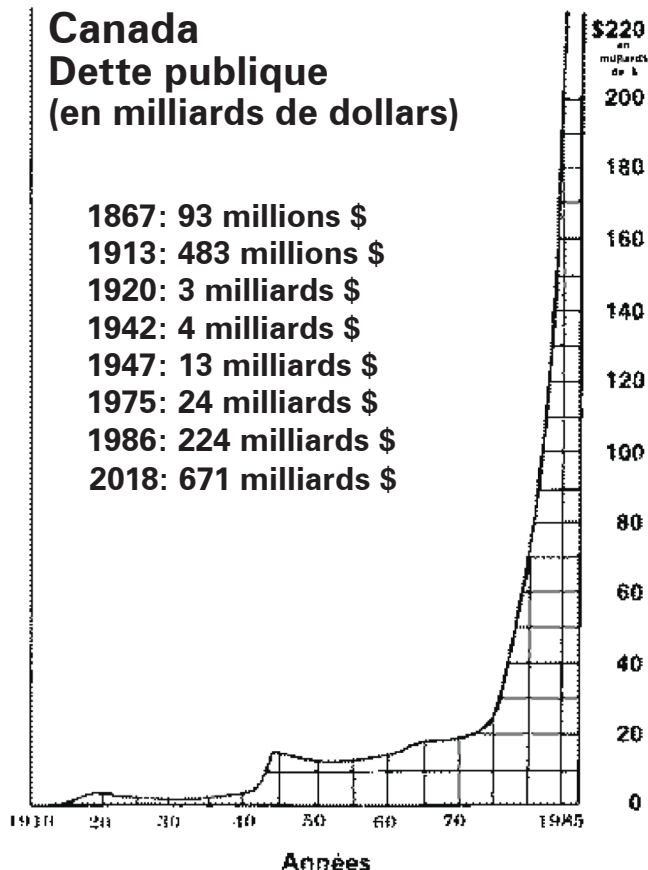
La pente de la courbe augmente peu durant les premières années, mais s'accroît rapidement après 30 ou 40 ans. Les dettes de tous les pays du monde suivent le même principe et augmentent de la même manière. Étudions par exemple la dette du Canada:

Lors de la formation du Canada en 1867 (l'union de quatre provinces: Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse), la dette du pays était de 93 millions \$. La première grande augmentation est survenue durant la Première Guerre mondiale (1914-1918), où la dette publique du Canada est passée de 483 millions \$ en 1913 à 3 milliards \$ en 1920. La seconde grande hausse est intervenue durant la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945), où la dette est passée de 4 milliards \$ en 1942 à 13 milliards \$ en 1947. Ces deux hausses peuvent s'expliquer par le fait que le gouvernement dut emprunter de grandes sommes d'argent pour sa participation à ces deux guerres.

Mais comment expliquer la hausse phénoménale des années plus récentes, alors que la dette passait de 24 milliards \$ en 1975 à 224 milliards \$ en 1986, puis à 671 milliards \$ en 2018, alors que le Canada était en temps de paix et n'a pas eu à emprunter

Canada Dette publique (en milliards de dollars)

- 1867: 93 millions \$
- 1913: 483 millions \$
- 1920: 3 milliards \$
- 1942: 4 milliards \$
- 1947: 13 milliards \$
- 1975: 24 milliards \$
- 1986: 224 milliards \$
- 2018: 671 milliards \$



pour la guerre? C'est l'effet de l'intérêt composé, comme dans l'exemple de l'île des Naufragés.

Si les dettes des gouvernements représentent des sommes énormes, elles ne représentent que la pointe de l'iceberg: en plus des dettes publiques, il existe aussi les dettes privées (individus et compagnies)! Ainsi, aux Etats-Unis, en 1992, la dette publique était de 4000 milliards \$, et la dette totale de 16 000 milliards, avec une masse monétaire de seulement 950 millions \$. En 2014, la dette du gouvernement fédéral américain atteint les 17 000 milliards, et la dette totale (Etats, compagnies et individus) dépasse les 100 000 milliards!

Dans son rapport de novembre 1993, le vérificateur général du Canada disait que sur la dette nette de 423 milliards \$ accumulée par le gouvernement canadien de 1867 à 1992, seulement 37 milliards \$ avaient été dépensés pour des biens et services, alors que le reste (386 milliards \$, ou 91% de la dette) consistait en frais d'intérêt, ce qu'il a coûté au gouvernement pour emprunter ce 37 milliards \$ (c'est comme si le gouvernement avait emprunté ce 37 milliards \$ à un taux de 1043% !). Le capital original emprunté représente moins de 10% de la dette. **En d'autres mots, la dette du Canada a déjà été payée dix fois. Ne pensez-vous pas que c'est suffisant? La vraie justice, c'est de rembourser le capital qu'une seule fois, et non pas cinq ou dix fois à cause des intérêts!**

Heureusement, de plus en plus de gens voient clair dans cette fraude des banquiers. Par exemple, M. Gilbert Vik, de l'État de Washington, aux États-Unis, a écrit, il a quelques années, la lettre suivante:

«Pour chaque personne dans notre pays, il existe 20 000\$ en argent. Cela paraît bien! Mais il existe en même temps 64 000\$ de dette pour chaque personne! Dépensez votre 20 000\$ pour payer la dette, et ce 20 000\$ cesse d'exister, vous laissant sans argent et avec encore une dette de 44 000\$. Vous avez le choix entre perdre vos biens ou bien emprunter ce 44 000\$, mais cela ne fait que grossir la dette. Rembourser la dette est donc impossible!

«Puisque la manière dont l'argent est créé (sous forme de dette) est elle-même la cause de la dette sans cesse croissante, il n'est pas possible de corriger le problème en utilisant une méthode qui s'occupe de l'argent seulement après qu'il ait été créé.»

«Travailler plus fort ne réglera pas le problème. Travailler plus longtemps ne réglera pas le problème.

Donner un emploi à tous les membres de la famille ne réglera pas le problème. Augmenter ou diminuer les salaires ne réglera pas le problème, etc.

«La seule chose qui réglera le problème est d'enlever aux compagnies privées (les banques) le pouvoir de créer l'argent sous forme de dette (en exigeant un intérêt), et d'adopter une méthode de création de l'argent où l'Office national de Crédit crée l'argent lui-même! Cette solution est d'une importance déterminante pour l'avenir financier de notre pays et du monde entier!»

La seule chose qui manque, c'est l'éducation du peuple, pour lui démontrer la fausseté, l'absurdité et l'injustice du système financier actuel, et l'urgence pour le gouvernement de créer lui-même son argent, au lieu de l'emprunter des banques. Seul Vers Demain dénonce le système actuel et apporte la solution; c'est donc Vers Demain que la population doit étudier. Et pour cela, il faut abonner tout le monde à Vers Demain!

Alain Pilote

L'orfèvre devenu banquier, une histoire vraie

par Louis Even

(Article de Louis Even, paru dans les «Cahiers du Crédit Social» d'octobre 1936.)

Si vous avez un peu d'imagination, transportez-vous quelques siècles en arrière, dans une Europe déjà vieille mais peu progressive encore, ayant surtout cultivé l'art de la guerre et celui des persécutions, s'éveillant néanmoins peu à peu aux récits des aventuriers et des voyageurs. C'était peut-être l'époque où Jacques Cartier grimpait au sommet du Mont Royal, conduit par le vieux chef qui voulait lui faire admirer le magnifique panorama de forêts et de rivières devant lequel même l'âme d'un Peau-Rouge ne pouvait rester inerte. Ou était-ce plutôt avant que Christophe Colomb eût mis le cap sur le vaste inconnu pour atteindre l'Orient en voguant vers l'Occident?

Toujours est-il qu'en ce temps-là la monnaie ne comptait pas pour beaucoup dans les transactions commerciales courantes. La plupart de celles-ci étaient de simples échanges directs, du troc. Cependant, les rois, les seigneurs, les riches et les gros négociants possédaient de l'or et s'en servaient pour financer les dépenses de leurs armées ou pour acquérir des produits étrangers.



Mais les guerres entre les seigneurs ou les nations et les brigandages exposaient l'or et les bijoux des riches à tomber entre les mains des pilliers. Aussi les possesseurs d'or devenus trop nerveux prirent-ils de plus l'habitude de confier la garde de leurs trésors aux orfèvres qui, à cause du matériel précieux sur lequel ils travaillent, disposaient de voûtes bien protégées. L'orfèvre recevait l'or, donnait un reçu au dépositaire et conservait le métal pour celui-ci, moyennant une prime pour le service.

Naturellement, le propriétaire réclamait son bien, en tout ou en partie, quand bon lui semblait.

Le négociant qui partait de Paris pour Marseille, ou de Troyes pour Amsterdam, pouvait se munir d'or pour faire ses achats. Mais là encore, il y avait danger d'attaque en cours de route; aussi s'appliqua-t-il à persuader son vendeur de Marseille ou d'Amsterdam d'accepter, au lieu de métal, un droit signé sur une partie du trésor en dépôt chez l'orfèvre de Paris ou de Troyes. Le reçu de l'orfèvre témoignait de la réalité des fonds.

Il arriva aussi que le fournisseur d'Amsterdam, ou d'ailleurs, réussit à faire accepter par son propre correspondant de Londres ou de Gênes, en retour de services de transport, le droit qu'il avait reçu de son acheteur français. Bref, peu à peu, les commerçants en vinrent à se passer entre eux ces reçus au lieu de l'or lui-même, pour ne pas déplacer inutilement celui-ci et risquer des attaques des mains des bandits. C'est-à-dire qu'un acheteur, au lieu d'aller chercher un lingot d'or chez l'orfèvre pour payer son créancier,

donnait à ce dernier le reçu de l'orfèvre lui conférant un titre à l'or conservé dans la voûte.

Au lieu de l'or, ce sont les reçus de l'orfèvre qui changeaient de main. Tant qu'il n'y eut qu'un nombre limité de vendeurs et d'acheteurs, ce n'était pas un mauvais système. Il restait facile de suivre les pégrinations des reçus.

Prêteur d'or

Mais, l'orfèvre fit bientôt une découverte qui devait affecter l'humanité beaucoup plus que le voyage mémorable de Christophe Colomb lui-même. Il apprit, par expérience, que presque tout l'or qu'on lui avait confié demeurait intact dans sa voûte. Les propriétaires de cet or se servant de ses reçus dans leurs échanges commerciaux, c'est à peine si un sur dix venait quérir du métal précieux.

La soif du gain, l'envie de devenir riche plus vite qu'en maniant ses outils de bijoutier, aiguïsèrent l'esprit de notre homme et lui inspirèrent de l'audace. «Pourquoi, se dit-il, ne me ferais-je pas prêteur d'or !» Prêteur, remarquez bien, d'or qui ne lui appartenait pas. Et comme il n'avait pas l'âme droite de saint Eloi, il couva et mûrit cette idée. Il la raffina encore davantage: «Prêteur d'or qui ne m'appartient pas, et avec intérêt, va sans dire! Mieux que cela, mon cher maître (parlait-il à Satan?) — au lieu d'or, je vais prêter des reçus et en exiger l'intérêt en or: cet or-là sera bien à moi, et celui de mes clients restera dans mes voûtes pour couvrir de nouveaux prêts.»

Il garda bien le secret de cette découverte, n'en parlant même pas à sa femme qui s'étonnait de le voir souvent se frotter les mains de joie. L'occasion de mettre ses desseins à exécution ne tarda pas, bien qu'il n'eût pour s'annoncer ni «La Presse» ni «Le Star».

Un bon matin, en effet, un ami de l'orfèvre se présenta chez lui pour réclamer une faveur. Cet homme n'était pas sans biens — une maison ou une propriété en culture — mais il avait besoin d'or pour régler une transaction. S'il pouvait seulement en emprunter, il le rendrait avec un surplus en compensation; s'il y manquait, l'orfèvre saisirait sa propriété, d'une valeur bien supérieure au prêt.

L'orfèvre ne se fit prier que pour la forme, puis expliqua à son ami, d'un air désintéressé, qu'il serait dangereux pour lui de sortir avec une forte somme d'argent dans sa poche: «Je vais vous donner un reçu; c'est comme si je vous prêtais de l'or que je tiens en réserve dans ma voûte; vous passerez ce reçu à votre créancier et s'il se présente, je lui remettraï l'or; vous me devrez tant d'intérêt.»

Le créancier ne se présenta pas généralement. Il passa lui-même le reçu à un autre. Entre temps, la réputation du prêteur d'or se répandit. On vint à lui.

Grâce à d'autres avances semblables par l'orfèvre, il y eut bientôt plusieurs fois autant de reçus en circulation que d'or réel dans les voûtes.

L'orfèvre lui-même avait bel et bien créé de la circulation monétaire, à grand profit pour lui-même. Il triompha vite de sa nervosité du début qui lui avait fait craindre une demande simultanée d'or par un grand nombre de détenteurs de reçus. Il pouvait jouer dans une certaine limite en toute sécurité. Quelle aubaine, de prêter ce qu'il n'avait pas et d'en tirer intérêt — grâce à la confiance qu'on avait en lui et qu'il eut soin de cultiver! Il ne risquait rien tant qu'il avait pour couvrir ses prêts une réserve que son expérience jugeait suffisante. Si, d'autre part, un emprunteur manquait à ses obligations et ne remettait pas le prêt l'échéance venue, l'orfèvre acquérait la propriété gagée. Sa conscience s'émoussa vite et les scrupules du début ne le tourmentèrent plus.

Création de crédit

D'ailleurs, il crut sage de changer la formule et quand il prêta, au lieu d'écrire: «Reçu de Jacques Lespérance...» il écrivit: «Je promets de payer au porteur...» Cette promesse circula comme de la monnaie d'or. Incroyable, direz-vous. Allez donc, regardez vos billets de banque d'aujourd'hui. Lisez le texte qu'ils portent. Sont-ils si différents et ne circulent-ils pas comme monnaie? ▶

Accès gratuit aux livres sur le Crédit Social

Pour étudier la cause des crises financières, ces quatre livres sont accessibles gratuitement sur la page d'accueil de notre site web (www.versdemain.org), ainsi que d'autres brochures sur le même sujet. Pour ceux qui préfèrent lire ces livres sur une version imprimée sur papier, vous pouvez aussi les commander de notre bureau de Rougemont, ou en allant directement sur notre site au lien suivant: <http://www.versdemain.org/boutique>, et payer par carte de crédit ou paypal.





Les banques privées prêtent des chiffres basés sur les richesses réelles des nations...

► Un figuier fertile, le système bancaire privé, créateur et maître de la monnaie, avait donc poussé sur les voûtes de l'orfèvre. Les prêts de celui-ci, sans déplacement d'or, étaient devenus les créations de crédit du banquier. Les reçus primitifs avaient changé de forme, prenant celles de simples promesses de payer sur demande. Les crédits payés par le banquier s'appelaient dépôts, ce qui fit croire au public que le banquier ne prêtait que les sommes venues de déposants. Ces crédits entraient dans la circulation au moyen de chèques négociables. Ils y déplacèrent en volume et en importance la monnaie légale du souverain qui n'eut plus qu'un rôle secondaire. Le banquier créait dix fois plus de circulation fiduciaire que l'Etat.

L'orfèvre devenu banquier

L'orfèvre mué en banquier fit une autre découverte: il s'aperçut qu'une abondante mise de reçus (crédits) en circulation accélérât le commerce, l'industrie, la construction; tandis que la restriction, la compression des crédits, qu'il pratiqua d'abord dans les cas où il craignait une course à l'or vers son établissement, paralysait l'essor commercial. Il semblait, dans ce dernier cas, y avoir surproduction alors que les privations étaient grandes; c'est parce que les produits ne se vendaient pas, faute de pouvoir d'achat. Les prix baissaient, les banqueroutes se multipliaient, les emprunteurs du banquier faisaient défaut à leurs obligations et le prêteur saisissait les propriétés gagées.

Le banquier, très perspicace et très habile au gain, vit ses chances, des chances magnifiques. Il pouvait monétiser la richesse des autres à son profit: le faire libéralement, causant une hausse des prix, ou «parcimonieusement», causant une baisse des prix. Il pouvait donc manipuler la richesse des autres à son gré, exploitant l'acheteur en temps d'inflation et exploitant le vendeur en temps de dépression.

Le banquier maître universel

Le banquier devenait ainsi le maître universel, il tenait le monde à sa merci. Des alternances de prospérité et de dépression se succédèrent. L'humanité s'inclina sous ce qu'elle prenait pour des cycles naturels inévitables.

Pendant ce temps, savants et techniciens s'acharnaient à triompher des forces de la nature et à développer les moyens de production. Et l'on vit paraître l'imprimerie, se répandre l'instruction, surgir des villes et des habitations meilleures, se multiplier et se perfectionner les sources de la nourriture, du vêtement, des agréments de la vie. L'homme maîtrisa les forces de la nature, attela la vapeur et l'électricité. Transformation et développements partout — excepté dans le système monétaire.

Et le banquier s'enveloppa de mystère, entretenit la confiance que le monde soumis avait en lui, eut même l'audace de faire proclamer par la presse, dont il contrôlait la finance, que les banques avaient sorti le monde de la barbarie, ouvert et civilisé des continents. Savants et travailleurs n'étaient plus considérés que secondaires dans la marche du progrès.

Aux masses, la misère et le mépris; au financier exploiteur, les richesses et les honneurs! Comme son digne successeur Herbert Holt d'aujourd'hui, honoré, adulé, «siré», il réclamait l'estime du peuple qu'il saignait: Si je suis riche et puissant pendant que vous subissez les étreintes de la pauvreté et l'humiliation de l'assistance publique; si j'ai réussi en pleine dépression à faire du 150 pour cent chaque année, c'est chez vous la bêtise et chez moi «le fruit d'une sage administration».

Louis Even

...et elles enchaînent ainsi le monde entier avec des dettes impossibles à rembourser!

